

PEAAD

Bulletin



89 · décembre 2024

Association des Anciens Députés au Parlement européen

www.formermembers.eu



Activités de l'AAD

Visite sous la
présidence de l'UE

Page 14



Focus

La géopolitique de
l'Union européenne

Page 33

DANS CE NUMÉRO

03 Mot du président

04 PE au travail

ACTUALITÉ

07 Le rapport Draghi fait peur
(José Albino Silva Peneda)

08 Le coût de l'Union européenne
(Margarida Marques)

10 Comblent les fossés: les femmes, les médias et la recherche de la paix
(Mariela Baeva)

11 La paix et l'exercice du pouvoir
(María Izquierdo Rojo)

12 Ensemble, qu'accomplissons-nous?
(Julie Ward)

ACTIVITÉS DE L'AAD

14 Visite sous la présidence de l'UE

23 Coopération avec l'IUE

24 Coopération avec le PE

25 Réseau des anciens députés

26 Programme PE au Campus

27 Évènements annuels de l'AAD

28 Patronage de l'AAD

29 Critique de livre

DÉPÊCHES

30 Évènements à venir

30 Nouvelles des membres

31 AAD au travail

IN MEMORIAM

32 In Memoriam

FOCUS

34 Les États membres de l'Est de l'UE: entre peur, populisme et dépendance à l'égard de l'Union
(Ivailo Kalfin)

36 Géopolitiques de l'Union européenne - situation depuis 1989
(Edward McMillan-Scott)

37 Les responsabilités géostratégiques de l'Union européenne
(Manuel Porto)



Du 20 novembre au 22 novembre 2024, **Michael Hindley, membre du conseil d'administration de l'AAD**, a participé à la réunion annuelle de mise en œuvre de la Déclaration de principes pour l'observation internationale d'élections et du Code de conduite pour les observateurs électoraux internationaux, organisée par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE à Gdańsk, en Pologne. Plus d'info: <https://dop2024.org/> © OSCE/ODIHR

Couverture: Adobe Stock

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison du long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE RÉDACTION

Monica BALDI
Jean-Pierre AUDY
Edward McMILLAN-SCOTT
Teresa RIERA MADURELL
Paul RÜBIG

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Valerie RASKIN
Silvana LORIENTE GUERRA
Eleonore RAYNAL-PECENY

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tel.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



MOT DU PRÉSIDENT

Chers membres,

En cette fin d'année 2024, je suis ravi de vous annoncer que la récente campagne de recrutement de l'AAD a porté ses fruits, puisque nous avons accueilli près de 130 nouveaux membres et que ce nombre continue de croître. Nous comptons sur cette énergie et cet engagement pour enrichir nos travaux durant les prochaines années. Je vous remercie de votre contribution à cette importante campagne et de votre participation active et constante au cours des semaines et mois à venir.

Notre association est restée active tout au long de l'année et a participé à toutes sortes d'activités. L'atelier «Le Parlement européen: passé, présent et avenir» a eu lieu les 17 et 18 octobre 2024 dans le cadre magnifique de la Villa Salviati à Florence. Cet événement hybride, coorganisé par l'AAD, les Archives historiques de l'Union européenne et le centre de recherche Alcide De Gasperi, a été l'occasion d'examiner au prisme de l'histoire le paysage politique et le cadre institutionnel actuels de l'Union. L'ancien député européen et président de l'AAD, Enrique Barón Crespo, la vice-présidente de l'AAD, Monica Baldi, et les membres de l'AAD, Fabio Castaldo, Richard Corbett et Eva Lichtenberger, étaient présents. Nous tenons à remercier les Archives historiques de l'Union européenne pour leur coopération, et nous nous réjouissons de poursuivre cette coopération l'année prochaine.

L'un des objectifs de notre association est de promouvoir le dialogue politique et de tenir nos membres informés de l'actualité de l'Union. Par conséquent, chaque année, l'AAD organise une visite dans le pays qui assure la présidence du Conseil de l'Union européenne à ce moment-là.

Compte tenu de l'importance et de l'urgence des dossiers en cours de discussion au niveau européen, cette édition comporte un long compte-rendu de la visite en Hongrie. J'ai présidé une délégation de 26 anciens députés, qui s'est rendue à Budapest du 23 au 25 octobre. Ce déplacement a donné lieu à un débat pluraliste avec les représentants du Parlement et du gouvernement hongrois. Nous avons discuté des priorités du programme de l'Union, parmi lesquelles la compétitivité, la sécurité et la défense. L'objectif était d'écouter et de comprendre le point de vue des acteurs politiques en Hongrie, notamment sur les thèmes «Regards vers l'avenir et rôle de la Hongrie» et «Préserver l'unité de l'Union européenne tout en conservant les valeurs communes et la cohésion». Nous avons également visité l'Institut européen d'innovation et de technologie pour discuter de l'incidence horizontale de l'intelligence artificielle sur la société, de l'éducation aux conditions de travail et aux questions de santé, en passant par la désinformation et les droits de l'homme, en soulignant l'importance d'une compétitivité accrue sur la scène mondiale dans le domaine de l'innovation et de la technologie. Les membres de l'AAD qui se sont rendus à Budapest ont rédigé plusieurs articles très intéressants dans lesquels ils font part de leurs impressions.

Notre rencontre annuelle de fin d'année, qui a eu lieu les 3 et 4 décembre, a été une excellente occasion d'évoquer les priorités de l'Union pour le cycle institutionnel quinquennal, notamment la défense et la sécurité de l'Union européenne, l'intelligence artificielle et son incidence sur la démocratie. Cette rencontre a été intense et passionnante,

avec des débats animés entre anciens députés et députés actuels. Je remercie en particulier le vice-président du Parlement européen, Esteban González Pons, l'ancien président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, les membres de notre association et tous nos éminents orateurs et invités pour avoir participé à cette manifestation remarquable.

Ce mois-ci, la section «Focus» offre une série de perspectives intéressantes sur le paysage géopolitique de l'Union, avec les contributions de membres de notre association. Il est à mes yeux particulièrement important d'avoir une vision multidimensionnelle de l'Union européenne, compte tenu de sa diversité géographique, culturelle et historique.

Je vous invite à noter dans vos agendas les dates de nos prochains événements, prévus les 20 et 21 mai 2025. L'assemblée générale aura lieu le 21 mai et nous espérons que vous y participerez activement. De plus amples informations sur ces réunions importantes vous parviendront par courriel, sauf si vous avez expressément demandé à recevoir ces communications par courrier postal.

Merci à celles et ceux qui ont contribué à cette édition du Bulletin et participé aux activités et aux programmes de cette année, ainsi qu'au personnel de l'AAD pour leur contribution précieuse et irremplaçable à toutes nos activités, sous la houlette de notre secrétaire générale Elisabetta Fonck.

Avec mes meilleures salutations, je vous souhaite à toutes et à tous de bonnes fêtes de fin d'année et vous présente mes vœux de santé et de réussite pour 2025.

Dossiers clés

Le Parlement confirme la composition de ses délégations interparlementaires

(Session de septembre - P10_TA(2024)0005)

Les groupes politiques et les députés non inscrits ont annoncé quels MdPE ont été nommés dans chaque délégation du Parlement pour la 10e législature. Le Parlement européen comptera 48 délégations interparlementaires au cours de cette législature, soit quatre de plus que pour la législature 2019-2024. La composition des délégations doit garantir une représentation équitable des États membres, des opinions politiques et des sexes, tandis qu'aucune délégation ne peut avoir plus d'un tiers de ses MdPE issus d'un même pays.

Pesticides : Pas de résidus de produits interdits par l'UE dans les aliments importés

(Session de septembre - P10_TA(2024)0007)

Parliament rejected two Commission decisions allowing residue levels of banned pesticides in imported products. The resolutions stress that agricultural products imported from non-EU countries must follow the same standards as EU-produced products to ensure a level playing field. 522 MEPs voted in favor of the objection regarding cyproconazole and spirodiclofen, and 516 for benomyl, carbendazim, and thiophanate-methyl. The Commission must now withdraw its proposals and submit a new draft lowering all maximum residue levels to the limit of detection or the default value of 0.01 mg/kg.

L'Ukraine doit être en mesure de frapper des cibles militaires légitimes en Russie, selon les députés

(Session de septembre - P10_TA(2024)0012)

Le Parlement souligne que l'Ukraine doit avoir la possibilité de se défendre pleinement et demande la levée des restrictions qui empêchent l'utilisation d'armes occidentales contre des cibles militaires légitimes en Russie. La résolution demande le maintien et l'élargissement des sanctions de l'UE contre la Russie, la Biélorussie et les entités fournissant un soutien militaire à la Russie, tout en condamnant le transfert de missiles balistiques de l'Iran vers la Russie.

Mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne à la suite des inondations de 2023 en Italie, en Slovaquie, en Autriche, en Grèce et en France

(Session d'octobre - P10_TA(2024)0015)

Le Conseil est convenu de mobiliser le Fonds de solidarité de l'Union européenne pour fournir une assistance à l'Italie, à la Slovaquie, à l'Autriche, à la Grèce et à la France pour six catastrophes naturelles survenues en 2023, le financement étant assuré par le budget de l'UE pour 2024. Le montant total mobilisé par le Fonds de solidarité s'élève à 1 028,54 millions d'euros. Dès que la décision sera effective, l'UE transférera des fonds de la réserve de solidarité et d'aide d'urgence au budget opérationnel du Fonds de solidarité afin d'aider les pays touchés.

Le Parlement affirme que la démocratie géorgienne est menacée

(Session d'octobre - P10_TA(2024)0017)

Dans une résolution adoptée, les MdPE estiment que le recul démocratique actuel en Géorgie met en suspens l'intégration du pays dans l'UE. Le parti au pouvoir, le Rêve géorgien, a mis en place un programme de plus en plus autoritaire, notamment en ce qui concerne la liberté des médias et les droits des personnes LGBTQ+. Les MdPE estiment que les représentants du gouvernement géorgien alimentent un climat de haine. L'intégration de la Géorgie dans l'UE est effectivement suspendue et l'UE sanctionnera ceux qui menacent la démocratie géorgienne.

Réforme du ciel unique

(Session d'octobre - P10_TA(2024)0022)

En vue d'améliorer l'efficacité globale de l'organisation et de la gestion de l'espace aérien européen, le Conseil a adopté aujourd'hui sa position en première lecture sur la réforme du ciel unique européen. L'objectif de la réforme est d'améliorer les performances, l'organisation et la gestion des espaces aériens dans l'UE ainsi que la fourniture des services de navigation aérienne afin d'accroître la capacité, de réduire les coûts et d'améliorer l'adaptabilité du système, tout en essayant de réduire l'impact de l'aviation sur l'environnement et le climat.

Législation sur la déforestation: l'accord avec le Conseil donne un an de plus aux entreprises

(Session de novembre - P10_TA(2024)0031)

Les négociateurs du Parlement et du Conseil sont parvenus à un accord politique provisoire pour reporter l'application des nouvelles règles. Les grands opérateurs et les commerçants devront désormais respecter les obligations de ce règlement à partir du 30 décembre 2025, et les micro-entreprises et les petites entreprises à partir du 30 juin 2026. Ce délai supplémentaire a pour but d'aider les entreprises du monde entier à mettre en œuvre les règles plus facilement dès le départ, sans compromettre les objectifs de la loi.

COP29: les députés veulent que tous les pays contribuent financièrement à l'action climatique

(Session de novembre - P10_TA(2024)0035)

Le Parlement a adopté ses demandes pour la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique COP29, qui vise à définir un nouvel objectif collectif pour le financement de l'action climatique. L'objectif collectif sur le financement du climat doit être socialement équitable, aligné sur le principe du pollueur-payeur et basé sur une variété de sources de financement publiques, privées et innovantes. Les MdPE souhaitent que toutes les grandes économies et les économies émergentes à fortes émissions et à PIB élevé contribuent financièrement à l'action climatique mondiale.

Le Parlement demande une réaction de l'Union à l'encontre de la "flotte fantôme" russe

(Session de novembre - P10_TA(2024)0036)

Les MdPE demandent des sanctions plus ciblées de l'UE contre la « flotte fantôme » de la Russie, qui fournit une bouée de sauvetage financière essentielle pour la guerre de Moscou en Ukraine. La résolution demande également aux pays du G7 de mieux appliquer le plafonnement des prix imposé au pétrole maritime russe, de réduire substantiellement le plafonnement des prix du pétrole et de s'attaquer aux lacunes utilisées par la Russie pour reconditionner et vendre son pétrole et ses produits pétroliers aux prix du marché.

Les autres principaux dossiers discutés lors des sessions plénières étaient:

19.09.24

Le Parlement européen a adopté **trois résolutions sur les droits de l'homme en Afghanistan, au Belarus et à Cuba**. Le Parlement condamne le récent décret des Talibans appliquant la charia et dénonce l'exclusion des femmes et des jeunes filles de la vie publique en **Afghanistan**.

Les MdPE s'inquiètent de la situation des prisonniers politiques en **Biélorussie** et demandent instamment aux autorités de fournir des informations et d'assurer l'accès aux avocats et aux membres de la famille.

La résolution demande la libération immédiate et inconditionnelle de José Daniel Ferrer et de toutes les personnes détenues pour des raisons politiques à **Cuba**.

19.09.24

Le Parlement européen rejette **la fraude électorale** orchestrée par le **régime vénézuélien**. Les membres du Parlement européen (MdPE) condamnent la persécution permanente de l'opposition démocratique au Venezuela. Ils mettent également en garde contre la menace imminente d'un nouvel exode migratoire depuis le pays.

09.10.24

Les MdPE ont adopté une résolution lançant un avertissement fort contre les tentatives continues de la Russie de faire dérailler la **trajectoire pro-européenne de la Moldavie**.

Les MdPE soulignent le rôle joué par une pléthore d'acteurs malveillants, y compris les oligarques moldaves pro-russes et le réseau russe RT financé par l'État, dans la mise en œuvre de **systèmes de fraude électorale** ainsi que dans les **cyber-opérations** et la **guerre de l'information**.

10.10.24

Les MdPE demandent aux **autorités turques** d'abandonner les poursuites contre Bülent Mumay et tous les professionnels des **médias détenus arbitrairement**.

Le Parlement demande la libération immédiate et inconditionnelle d'Ilham Tohti et de Gulshan Abbas, ainsi que de tous les **Ouïghours détenus arbitrairement en Chine**.

Les MdPE invitent le **Parlement irakien à rejeter les amendements à la loi sur le statut personnel**, qui violent les obligations internationales en matière de droits des femmes.

23.10.24

Le Parlement demande un **budget de l'UE pour 2025** qui se concentre sur l'amélioration de la vie des gens, la stimulation de la compétitivité et la réponse aux défis actuels.

Les MdPE ont fixé le niveau global des crédits d'engagement pour le projet de budget 2025 à près de 201 milliards d'euros, soit 1,24 milliard d'euros de plus que la proposition de la Commission de juin dernier. Le Parlement souhaite renforcer les programmes essentiels pour relever les défis en matière de santé, soutenir les jeunes, l'agriculture et les zones rurales, aider les personnes victimes de catastrophes naturelles, stimuler l'action climatique, gérer les besoins en matière de migration et de sécurité, et renforcer le soutien de l'UE aux régions voisines qui connaissent des crises géopolitiques et humanitaires.

24.10.24

Le Parlement condamne **les provocations militaires incessantes de la Chine à l'encontre de Taïwan** et rejette fermement toute modification unilatérale du statu quo dans le détroit de Taïwan.

Le PE s'oppose aux efforts de la Chine pour bloquer la participation de Taïwan aux organisations multilatérales et invite l'UE à soutenir la participation significative de Taïwan aux instances internationales.

24.10.24

Le Parlement a dénoncé le **piètre bilan de l'Azerbaïdjan en matière de droits de l'homme** et a appelé l'UE à mettre fin à sa dépendance gazière à l'égard de Bakou.

Réaffirmant leur soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, les MdPE plaident pour la normalisation des relations entre les deux pays et la signature d'un accord de paix tant attendu avec un retrait des troupes du territoire souverain de l'Arménie.

24.10.24

María Corina Machado et **Edmundo González Urrutia** lauréats du **Prix Sakharov 2024**.

La Présidente du Parlement, Roberta Metsola, a annoncé les lauréats du Prix Sakharov 2024 pour la liberté de l'esprit dans l'hémicycle, jeudi, à la suite de la réunion de la Conférence des présidents, qui a pris la décision.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site:

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>



PE AU TRAVAIL

VUE D'ENSEMBLE COMMISSION EUROPEENNE 2024-2029 À PARTIR DU 1ER DÉCEMBRE 2024



© Union européenne 2024 - Source : PE



© Commission européenne: https://commission.europa.eu/about/organisation/college-commissioners_fr

LE RAPPORT DRAGHI FAIT PEUR

Pour qui ne porterait qu'un regard distrait sur ce qui se passe en Europe, le rapport de Mario Draghi fait peur. Ce que nous dit Mario Draghi, c'est que si la tendance des deux dernières décennies se poursuit, l'Europe deviendra moins prospère, moins équitable, moins sûre et, par conséquent, ne disposera que d'une latitude très réduite pour déterminer son destin.

Mario Draghi va plus loin. Pour lui, si l'hypothèse d'une inertie se confirme, c'est le projet politique européen lui-même qui est menacé, car l'Europe pourrait se retrouver dans l'incapacité d'appliquer les valeurs qui sont l'essence du projet européen: la paix, la démocratie, la liberté, l'égalité et la prospérité. Il fonde sa position sur des preuves incontestables que l'Europe se laisse de plus en plus distancer par les États-Unis et la Chine, notamment en ce qui concerne la création de richesse, la dépendance vis-à-vis de l'étranger, le prix de l'énergie, les nouvelles technologies, l'innovation et la défense. Une fois ce bilan établi, Mario Draghi propose aux autorités européennes de suivre une approche en trois volets: combler le fossé entre l'Europe, les États-Unis et la Chine en matière de technologies innovantes; réduire le coût de l'énergie; et renforcer la sécurité en réduisant les dépendances.

Pour chacun de ces axes, M. Draghi présente un ensemble de politiques qui peuvent contribuer à infléchir la tendance dominante, dont l'une des plus importantes est la mobilisation

de 800 milliards d'euros par an, afin que l'Europe puisse suivre le rythme de la croissance des États-Unis et de la Chine. Avec ce montant financier, le taux d'investissement en Europe passerait de 22% du PIB actuellement à 27% et mettrait ainsi fin à un recul qui se poursuit depuis des décennies dans la plupart des grandes économies de l'Union européenne. Ce montant est le double du plan Marshall qui a contribué à la relance de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

M. Draghi suggère de réunir cette somme, entre autres, par l'émission d'instruments de dette contractés au niveau de l'Union, sur le modèle des fonds Next Generation EU, conçu pour répondre à la pandémie de COVID-19. C'est à ce stade que commencent les problèmes. Si une augmentation des contributions des États provoque des réactions négatives chez une partie importante de l'électorat, y compris les franges les plus extrémistes, l'émission d'une dette commune n'est pas acceptée par certains États membres, notamment les Pays-Bas, l'Autriche et l'Allemagne. Le cas allemand est d'autant plus compliqué que la Cour constitutionnelle n'a autorisé l'émission de cette dette commune dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 qu'à titre exceptionnel et sans possibilité de répétition.

Mais la mobilisation des moyens financiers n'est pas le seul point qui pose problème. Les politiques liées aux biens publics, comme les réseaux et interconnexions à l'international, l'énergie, les équipements, la recherche, l'innovation, les investissements dans les technologies de pointe, l'intelligence artificielle et les marchés publics communs dans le domaine de la défense devront également être conçues ensemble. Ce serait en effet la seule manière de rentabiliser les efforts consentis. La question de l'énergie constitue un bon exemple: l'Europe affiche un prix de l'énergie beaucoup plus élevé que ses concurrents car

elle n'a jamais été en mesure de se mettre d'accord sur la création d'un marché unique de l'énergie. Certains États membres, notamment la France, n'entendent pas céder leur marché et n'acceptent aucun progrès dans l'intégration du marché de l'énergie à une échelle supranationale.

Citons également l'absence manifeste d'articulation entre la politique monétaire centralisée et les 20 politiques budgétaires de chacun des États membres de la zone euro. L'Europe s'est révélée incapable de fournir à la zone euro un instrument budgétaire centralisé de stabilisation macroéconomique, qui fonctionnerait non seulement comme une réponse aux ralentissements économiques, mais aussi aux chocs asymétriques que la politique monétaire ne peut pas résoudre. Comblé ce manque signifierait renforcer la zone euro et consolider l'euro en tant que monnaie à l'échelle mondiale, un aspect incontournable dans une période d'incertitude géopolitique et géoéconomique.

L'Europe doit sa grande fragilité à ses processus décisionnels et à son organisation institutionnelle. L'Europe n'est pas en mesure de coordonner les politiques les plus susceptibles d'inverser la tendance de ces dernières années. Les politiques décisives pour le développement de l'Europe devront avoir une base commune, sans quoi il sera très difficile de progresser vers les mesures proposées par M. Draghi. Après avoir lu le rapport de Mario Draghi, j'ai donc le sentiment que ce qui y est proposé est parfaitement logique, mais j'ai aussi de sérieux doutes quant à la capacité politique de l'Union européenne à adopter les réformes nécessaires de ses processus décisionnels.

José Albino Silva Peneda
PPE-DE, Portugal (2004-2009)
silvapeneda@hotmail.com



LE COÛT DE L'UNION EUROPÉENNE

Nous ne pouvons pas parler d'ambition politique de l'Union européenne sans parler de budget et de financement des politiques. Nous devons nous demander si le budget de l'Union est suffisant pour soutenir son ambition politique. La réponse est non. Et elle ne revient pas à réduire ou à minimiser l'ambition politique. L'avenir de l'Union passe par une plus grande ambition, tant en son sein que dans le contexte mondial. C'est la raison pour laquelle le Parlement européen s'est battu pour un budget plus solide et plus cohérent avec l'ambition politique.

Les débats dans le cadre de la proposition de la Commission européenne relative au cadre financier pluriannuel (CFP), le budget pluriannuel de l'Union européenne, portent systématiquement sur la réduction des contributions, un groupe d'États membres partant du principe qu'ils ne participeraient pas à hauteur de plus de 0,9/1,0 % de leur revenu national brut.



© Adobe Stock



© Adobe Stock

Cette situation perturbe les discussions sur les grandes lignes du cadre financier pluriannuel et le programme politique de l'Union pour cette période budgétaire de sept ans (le CFP actuel porte sur la période 2021-2027).

La crise de la COVID-19 a nécessité une réponse différente: le budget de l'Union n'était pas suffisant pour répondre aux exigences que la pandémie imposait aux États, aux entreprises, aux familles, aux citoyens. Il a été possible, avec beaucoup d'efforts politiques, et bien qu'il s'agissait probablement plus d'une nécessité que d'une volonté politique unanime, de trouver une nouvelle forme de financement: l'instrument NextGenerationEU, fondé sur la dette. Un financement qui est entré dans le budget de l'Union? Non. Mais l'instrument a été conçu et ancré dans ledit budget avec l'ouverture, pour la première fois, d'une ligne «dette» dont l'objectif est de financer le coût de la dette. La relation entre NextGenerationEU et le budget de l'Union n'est pas une question secondaire. Elle revêt une importance politique considérable. Le Parlement européen incarne l'autorité budgétaire: il a la capacité

d'exercer un contrôle démocratique sur le budget de l'Union (responsabilité démocratique). Les sources de financement extérieures au budget de l'Union réduisent son pouvoir démocratique.

D'un point de vue strictement budgétaire, les défis urgents et accrus en matière de défense, en lien avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ou de transition climatique imposent de nouvelles exigences au coût du financement de l'Union. Le budget actuel de l'Union n'est clairement pas suffisant pour relever pleinement ces défis. Quel financement devons-nous choisir de réduire? Erasmus ou Horizon Europe? InvestEU ou la politique de cohésion? Aucun. Tous ces programmes sont des politiques clés de l'Union européenne. Cela étant, le Parlement européen demande la création, dans le budget de l'Union, d'un mécanisme permanent de réaction aux crises.

Il n'y a qu'une seule solution: accroître le budget de l'Union. Comment? En demandant aux États membres d'augmenter leur participation directe? Je crois que cela serait juste, mais probablement pas une réussite.

À tout le moins, l'effet serait limité. Selon certaines études, les États membres devraient verser 5 % de leur revenu national brut au lieu de 1 % actuellement.

La réponse à cette question nous amène à la nécessité d'avancer sur l'approbation de nouvelles ressources propres. De nouvelles ressources propres qui garantissent non seulement le remboursement de la dette contractée par NextGenerationEU, mais qui peuvent également entrer dans le budget de l'Union. De nouvelles ressources propres articulées autour des priorités de l'Union. Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières déjà approuvé, SEQUE, taxe sur le plastique, tous constituent des outils importants pour la transition climatique. La taxe sur les grandes entreprises numériques (ou quelque chose qui pourrait la remplacer, comme le pourcentage du taux global créé à l'échelle de l'OCDE mais non encore ratifié par les

pays participants, notamment par certains États membres de l'Union) ou la taxe sur les transactions financières sont toutes deux liées à la recherche d'une plus grande justice fiscale dans l'Union européenne.

NextGenerationEU est innovant dans le contexte budgétaire de l'Union et des traités. Nous savons qu'il a été créé pour une occasion unique, avec des objectifs spécifiques et une durée limitée. Il nous a permis de tirer des enseignements que nous ne pouvons pas oublier. Des enseignements dont nous devons tenir compte, à commencer par la nécessité de créer une capacité budgétaire permanente de l'Union, un fonds qui puisse financer les priorités de l'Union et les projets ayant une dimension européenne. Dans son rapport récent sur l'avenir de la compétitivité européenne (The future of European competitiveness – A competitiveness strategy for Europe),

Mario Draghi abonde dans le sens de cette proposition en exprimant la nécessité de créer un tel fonds en tant qu'outil permettant de renforcer l'autonomie stratégique et d'accroître la compétitivité des économies européennes.

Le moment est venu et il est urgent de passer de la réflexion sur ces sujets à la prise de décisions politiques. La Commission européenne doit présenter, en juin 2025, sa proposition de CFP pour la prochaine période budgétaire (2028/2034?). En 2028, les États membres devront commencer à rembourser les fonds perçus au titre de NextGenerationEU. Nous savons que les décisions politiques prennent du temps.

Margarida Marques
S&D, Portugal (2019-2024)
margaridamarquespessoal@gmail.com



© Adobe Stock

COMBLER LES FOSSÉS : LES FEMMES, LES MÉDIAS ET LA RECHERCHE DE LA PAIX

Récemment, j'ai échangé avec d'autres consœurs écrivaines venant du monde entier. Elles m'ont expliqué à quel point il est palpitant et stimulant de prendre la parole lors de réunions de la Commission de la condition de la femme, qui a lieu chaque mois de mars aux Nations unies. Trois d'entre elles, membres des clubs de lecture britannique, égyptien et de San Miguel, ont affirmé que dans notre lutte pour un monde pour les femmes, nous devons nous attaquer aux guerres, aux déplacements contraints, aux mauvais traitements, à la pauvreté, à la santé, à l'accès à l'éducation et à la propriété privée, à la crise climatique et aux réalités sociales de la vie des femmes. Aux États-Unis, par exemple, les investissements dans les armes de guerre ont réduit les montants alloués aux besoins sociaux, comme la garderie, les soins de santé, etc.

Alors que les guerres et les déplacements contraints ne cessent de se multiplier, les Nations unies ont décidé d'inclure les femmes dans le rôle de maintien de la paix dans le monde. Certaines situations de crise se sont améliorées. La mission colombienne, par exemple, a dressé un compte-rendu du projet «Mi historia» qui alloue des fonds aux stations de radio locales afin que des jeunes démobilisés témoignent de leur expérience de la guerre. Ce sont les jeunes eux-mêmes qui soulignent le besoin de se concentrer sur le journalisme «pacifique», c'est-à-dire un récit équilibré du conflit. Pourquoi? Parce qu'une information peut influencer nos perceptions et nos comportements. Les médias, d'ailleurs, contribuent eux aussi, à exercer cette influence.

Les émeutes du mois d'août 2024 en Royaume-Uni en sont un bon exemple. Le 29 juillet 2024, trois jeunes filles ont été tuées tandis

que huit autres ont été blessées par un garçon de 17 ans. La fausse information selon laquelle le garçon était musulman s'est diffusée rapidement. Cette situation a entraîné des manifestations et des émeutes. Les manifestants ne se sont pas contentés de scander des slogans contre les migrants, les musulmans et les Britanniques non blancs, ils les ont attaqués. Certains ont accusé les influenceurs des médias sociaux aux opinions extrêmes d'attiser les émeutes en propageant des informations fausses et racistes. D'autres ont dit que, sous l'influence des médias, la population avait déjà tendance à ne pas faire confiance aux musulmans et aux migrants.

Construire une connaissance et une éducation aux médias sur des sujets complexes et sensibles doit s'accompagner, entre autres, de la prise en compte d'autres points de vue. Nous devons comparer ces perspectives pour réfléchir sur l'origine de nos différences, pour identifier nos éventuels préjugés et pour consulter une grande variété de sources fiables afin de mieux comprendre le problème. Quelques éléments pour évaluer ces prises de position: les informations trompeuses sont diffusées soit avec la conscience que l'information est erronée, soit dans le but de tromper. Dans le premier cas, il s'agit de mésinformation, et dans le second, on parle de désinformation ou de fausses informations. Nous ne devrions pas diaboliser l'internet, mais, à l'heure où les informations se diffusent facilement, nous devons nous efforcer de présenter les



faits de manière juste, informée et impartiale.

Dans les conflits partout dans le monde (en Ukraine, à Gaza), les discours manipulateurs contribuent aux dynamiques des interactions du conflit. Lorsque la rhétorique controversée est établie dans l'intérêt de l'État, elle accroît encore les tensions, et ce sont les éléments extrêmes qui en bénéficient. Une petite escalade suffit pour voir apparaître le recours à l'agressivité dans le langage, les actions et les guerres (hybrides) d'information. La capacité d'écouter les arguments de l'adversaire s'effondre. Le fait de s'exprimer librement est décrit comme un discours hostile, elle se voit transformée en arme. L'antagonisme (bien que certains le considèrent comme une manœuvre stratégique) est renforcé alors que de nouveaux mythes sont fondés.

L'antagonisme est facile à déclencher et si difficile à faire cesser. En vérité, il est tout à fait possible de l'éviter. Y faire face demande du courage, mais c'est ainsi que nous pourrions avancer.

Mariela Baeva
ADLE, Bulgarie (2007-2009)
mariela@oecdpartner.eu

LA PAIX ET L'EXERCICE DU POUVOIR



© UN Photo/Mark Garten Le Secrétaire général António Guterres fait sonner la cloche de la paix lors de la cérémonie organisée au siège de l'ONU à l'occasion de la Journée internationale de la paix 2024 (21 septembre).

Nous entendons le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, parler de culture de la paix et de soutien participatif, tout en «mettant en garde contre les profondes divisions géopolitiques qui fracturent les fondations d'un monde pacifique»: «nous devons cultiver une culture de la paix» (...), «la paix n'est pas seulement l'absence de conflit, elle impose également un processus positif, dynamique et participatif, qui encourage le dialogue et grâce auquel les conflits se règlent dans un esprit de compréhension et de coopération mutuelles».

Nous avons aussi pris acte du fait que, lors du récent Sommet de l'avenir, les dirigeants de ce monde ont considéré la paix et la sécurité comme l'un des trois piliers de la nouvelle ère multilatérale, parmi les cinq grands domaines d'intérêt du Pacte pour l'avenir; qu'ils se sont engagés à redoubler d'efforts afin de construire et de maintenir des sociétés pacifiques, inclusives et justes, et afin de lutter contre les causes profondes des conflits; à protéger tous les civils dans les conflits armés; à accélérer la mise en œuvre des engagements relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité.

Mais une fois que ces plans et ces améliorations auront apporté un soulagement gratifiant, comment ne pas remarquer certaines défaillances? Comment faire abstraction de l'obsolescence avec laquelle nous avons traité la politique de paix? Pourquoi circonscrire la compétence de la guerre au champ militaire? Comment se fait-il que nous admirions encore ses prétendues sublimations héroïques? Pourquoi continuer à enfreindre la résolution 1325 de l'ONU? Pour quelle raison ne prend-on presque pas de décisions opérationnelles en la matière? Comment avons-nous pu nous ridiculiser à ce point en appelant «Fonds pour la paix» ce qui s'avère être une réglementation de l'approvisionnement en armes? Notons également la mise en garde du président du Conseil européen, Charles Michel, qui, lorsqu'il a demandé une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, a fait remarquer que l'incapacité à punir les crimes contre l'humanité risquait de conduire à leur normalisation: «Un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas un privilège. C'est une grande responsabilité confiée à seulement cinq nations pour être les gardiennes de la paix dans le monde».

Mais il faut être attentif à la façon dont nous traitons ce sujet sensible. La paix est la pierre angulaire de l'Union et c'est ce qui fait son identité. Il serait tellement grotesque et abracadabrante de permettre à Poutine et à Netanyahu, ces deux petits personnages, ces deux despotes fous, de détruire, dans leur délire, le grand projet européen que nous avons construit avec tant de peine et d'efforts!

Prêtons attention à l'indignation de la jeunesse, aux manifestations des peuples blessés et aux victimes héroïques de tant d'horreurs. Œuvrons avec efficacité pour mettre un terme à la violence et pour redéfinir les feuilles de route nécessaires à un cessez-le-feu.

La paix est une question de pouvoir, et le pouvoir, si nous ne l'exerçons pas, nous ne l'avons plus.

Aujourd'hui, les millions de citoyens européens que nous sommes regrettons la profonde déception que nous ont apportée nos insuffisances, nos omissions et nos silences. Nous voyons se déliter, par manque d'efficacité, les institutions multilatérales que nous admirions, le droit international, les lois, la doctrine des droits de l'homme... Nous ne pouvons qu'éprouver de la honte, confortablement installés dans notre vie quotidienne, jalonnée de déclarations bien intentionnées et édulcorées qui tombent à point nommé, au milieu de montagnes de cadavres de civils!

Les guerres, il faut les éviter et si cela s'avère impossible, alors il faut y mettre un terme dès que possible.

María Izquierdo Rojo
PSE, Espagne (1989-2004)
info@mariaizquierdo.net

ENSEMBLE, QU'ACCOMPLISSONS-NOUS?

En mai, j'ai eu le plaisir de participer à l'inauguration d'une émouvante exposition intitulée «Interconnected Realms: Exploring Togetherness» (Espaces interconnectés: ensemble, qu'accomplissons-nous?), qui s'est déroulée à la 12 Star Gallery de la Maison de l'Europe (Europe House), à Londres. Cette exposition d'art multimédia était l'aboutissement d'un projet commun du British Council, du Mouvement européen et du bureau de liaison du Parlement européen au Royaume-Uni. Dans ce cadre, des jeunes de 18 à 30 ans ont été invités à participer à un concours d'art et d'écriture sur le thème de la valeur ajoutée de la collaboration entre la jeunesse du Royaume-Uni et celle de l'Union européenne en matière de paix, de démocratie, d'égalité, de solidarité et de développement durable. Les œuvres ont été évaluées en prenant en considération le principal message transmis, le caractère novateur de la réflexion, ainsi que la mise en valeur de la coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

Le projet a sollicité le talent de deux jeunes commissaires d'exposition, Michalina Franasik (Pologne) et Niina Ulfusak (Estonie), qui étudient et travaillent toutes deux à Londres. Le contenu narratif des œuvres sélectionnées était convaincant et cohérent, et il a donc été



étonnant d'apprendre que les artistes ne s'étaient pas rencontrés en personne pendant le processus de création. Les photographies, dessins, peintures et images imprimées comprenaient de nombreuses représentations de mains tendues, de bras enlacés et de corps protecteurs. Les couleurs bleue et jaune, faisant écho aux drapeaux de l'Union européenne et de l'Ukraine, étaient très présentes, de même que des figures évoquant la Terre nourricière. Sur le thème des valeurs européennes, un collage créé à partir d'objets trouvés et de bracelets d'amitié disposés sur une carte était particulièrement intéressant, tout comme plusieurs autres œuvres poétiques. Parallèlement, une sélection de textes abordait des thèmes comme la santé mentale et le bien-être, l'identité et les frontières ainsi que les aléas de l'apprentissage d'une langue et les voyages en Europe.

Cette exposition faisait partie d'un projet plus vaste de deux ans mené dans l'Union européenne et au Royaume-Uni, «Youth Stronger Together for a Better World» (La jeunesse plus forte collectivement pour un monde meilleur). En coopération avec le Mouvement européen international et cofinancé par l'Union, ce projet a été mis en place par le British Council. Il a permis à des jeunes de 15 à 30 ans vivant dans l'Union européenne et au Royaume-Uni de nouer des liens et de coopérer afin d'induire des changements sur des enjeux d'intérêt commun, ouvrant ainsi la voie à un avenir plus interconnecté.

Le British Council œuvre pour encourager les jeunes chefs de file à renforcer leurs compétences et à collaborer avec leurs pairs pour faire face aux multiples défis du XXI^e siècle, du changement climatique à l'emploi et l'employabilité, en passant par l'exclusion, l'inclusion, les conflits et la stabilité. Ces questions ont été soulevées en automne 2023, lorsque le projet a rassemblé en Irlande des jeunes venus des deux côtés de la frontière pour partager leur expérience de vie dans le



contexte post-Brexit et post-COVID. Des professionnels du secteur des médias ont alors aidé les participants à créer des vidéos et du contenu médiatique de qualité, mettant en valeur les différents points de vue des jeunes vivant aujourd'hui dans toute l'île d'Irlande.

Lasha Svanishvili, une jeune Lituanienne participant au projet «Youth Stronger Together for a Better World», a écrit: «Dans un monde qui souligne souvent les différences, de telles initiatives mettent en exergue les aspirations et les difficultés communes à tous les jeunes et qui les rapprochent. Au fil de son avancement, ce projet transmet un message de plus en plus fort: la collaboration n'est pas que souhaitable, elle est aussi nécessaire à la création d'un avenir meilleur et plus interconnecté pour les jeunes du Royaume-Uni et de l'Union européenne. Nous pouvons réellement combler les fossés qui nous séparent.»

Alors que le gouvernement britannique aborde une nouvelle étape des relations avec l'Union européenne, nous sommes nombreux à espérer que la voix de ces jeunes sera entendue dans les lieux de pouvoir.

Julie Ward
S&D, Royaume-Uni (2014-2020)
julie4nw@gmail.com

ACTIVITÉS DE L'AAD



EPFMA
PEAAD



VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

LES OCCASIONS MANQUÉES, OU LES VINGT ANS DE LA HONGRIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Cela fait vingt ans que la Hongrie est membre de l'Union européenne. Beaucoup de choses ont changé depuis, mais pas toujours en mieux. La Hongrie a pu rénover bon nombre de ses infrastructures grâce aux fonds de l'Union. Cependant, son économie a connu de sérieux problèmes de croissance ces deux dernières années, le gouvernement ayant perdu une grande partie de ces fonds à cause de l'omniprésence de la corruption.

Mais reprenons depuis le début. L'adhésion à l'OTAN et, plus tard, à l'Union européenne faisait l'objet d'un consensus en Hongrie, comme l'a montré le référendum de 2003, à l'occasion duquel l'adhésion a obtenu 84 % de voix favorables. Depuis lors, Orbán a souvent critiqué «Bruxelles». Si la Hongrie a rejoint l'Union européenne en 2004, elle a cependant reçu moins d'argent pendant des années, étant donné que les nouveaux membres adhéraient trois ans et demi après l'entrée en vigueur du budget septennal. Même avec un taux d'absorption raisonnable, la plupart des fonds du budget septennal suivant ne sont arrivés qu'après 2010, année où Orbán a pris le pouvoir. C'est pourquoi il a eu la possibilité d'accomplir de grandes choses avec cette somme d'argent sans précédent. À mon sens, il n'a souvent pas fait les bons choix.

Les fonds de l'Union ont contribué grandement aux infrastructures, mais il y avait des problèmes au niveau des priorités. Un fait très révélateur s'est produit ces derniers mois. Bien que le gouvernement ait dépensé beaucoup d'argent de l'Union pour des projets

ferroviaires, les trains hongrois n'ont jamais eu autant de retard. Vous devez acheter un billet plus cher si vous souhaitez utiliser le service intercity, où les deux-tiers des trains ont un retard de plus de cinq minutes.

La corruption systémique est l'une des raisons de ces défaillances.

Dans le cas des chemins de fer, l'entreprise du colocataire d'Orbán, lorsqu'il était à l'université, avait remporté de nombreux appels d'offres, jusqu'à ce que ce même colocataire se retourne contre Orbán. Depuis lors, le camarade de classe d'Orbán a très bien réussi. Monteur d'installations au gaz dont la petite entreprise était proche de la faillite, il est pourtant devenu l'homme le plus riche de Hongrie. Le Parlement européen a particulièrement œuvré pour faire des questions de corruption qui entouraient les fonds de l'Union un sujet incontournable que la Commission ne pouvait éviter. Désormais, les garanties contre la corruption sont très importantes dans les procédures de sauvegarde de l'état de droit contre la Hongrie, alors que le gouvernement ne souhaite souvent que des changements cosmétiques. Cet automne, Orbán a publiquement accepté de ne pas récupérer une grande partie des fonds de l'Union, même si cela a



Teresa Riera Madurell, Secrétaire honoraire de l'AAD, Dr Koloman Brenner, Vice-président de la Commission des affaires étrangères, Klaus Hänsch, Président de l'AAD, Zita Gurmai, Membre de l'AAD, Dr Attila Tilki, Vice-président de la Commission des affaires étrangères et Monica Baldi, Vice-présidente de l'AAD.

joué un rôle significatif dans la faible croissance économique de ces deux dernières années. Malheureusement, il pouvait aller encore plus loin dans sa propagande contre l'Union européenne. Ces deux dernières années, il a accusé l'«inflation sanction» d'être à l'origine de l'inflation en Hongrie – un record à l'échelle de l'Union –, car si l'inflation avait, d'une manière ou d'une autre, atteint des sommets en Hongrie, c'était à cause des «sanctions de Bruxelles».

Tout récemment, il a accusé l'Union de souhaiter qu'un gouvernement fantoche vienne remplacer son gouvernement. Toute une déclaration à l'heure où la Hongrie assure la présidence de l'Union européenne. Ces accusations, de la pure propagande, pourraient encore conforter son succès politique, mais elles empoisonneraient davantage ses relations avec l'Union et, malheureusement, elles porteraient préjudice à la Hongrie. Je ne peux donc que souhaiter que ces vingt prochaines années, la Hongrie utilise beaucoup plus son statut de membre de l'Union européenne au profit de sa population et de l'Union. La Hongrie a également là une chance, unique dans l'histoire, de parvenir à la convergence en matière d'économie et de salaires. Je suis convaincue que l'Union européenne est aussi une communauté de valeurs et que la place historique de la Hongrie se situe dans cette communauté européenne.

Zita Gurmai

S&D, Hongrie (2003-2014)
gurmaizita@yahoo.com



Elisabetta Fonck, secrétaire générale de l'AAD, Klaus Hänsch, président de l'AAD et chef de la délégation, Dénes Bank de GKI, Zita Gurmai, membre de l'AAD, et Barna Szabó, économiste en chef de l'institut Equilibrium.

LA HONGRIE SUR UNE VOIE INCERTAINE

Entre le 23 et le 25 octobre, une délégation de l'AAD s'est rendue à Budapest à l'occasion de la Présidence hongroise du Conseil européen. Au cours de cette visite minutieusement organisée, la délégation a eu un aperçu détaillé des ambitions de la seconde présidence hongroise du Conseil européen, mais aussi du contexte «philosophique» et des motivations qui sous-tendent son attitude particulière envers le programme européen. Nos réunions se sont tenu quelques jours après le «fameux» discours que le Premier ministre Viktor Orbán a prononcé le jour de la fête de la Révolution pour commémorer le début de la Révolution hongroise en 1956 et le retour de la démocratie en 1989. Dans son discours, il a une nouvelle fois qualifié Bruxelles de nouveau Moscou contre lequel il faut lutter en raison de son ingérence dans la politique intérieure hongroise.

Parmi les députés de la majorité, nous avons tout d'abord rencontré le ministre des affaires européennes. Sa présentation contrastait avec le ton et la teneur du discours de M. Orbán. János Bóka nous a expliqué les priorités de la présidence hongroise, en particulier la compétitivité, la sécurité et la défense, l'élargissement et la migration. Au sujet de la question migratoire, il a souligné que la Hongrie, en tant que pays assurant la présidence du Conseil européen, mettrait l'accent sur une application rapide du paquet «Migration et asile», mais qu'en tant qu'État membre, elle ferait pression pour obtenir des changements, et pas seulement des mesures législatives supplémentaires, comme l'a récemment proposé la Commission européenne. Il est utile de rappeler que, quelques jours seulement avant notre réunion, Viktor Orbán avait rencontré Robert Fico, le Premier ministre slovaque et Aleksandar Vučić, le Président serbe. Tous les trois se sont réjouis de leur politique migratoire restrictive et ont promis de faire pression pour que l'Union suive leurs traces.

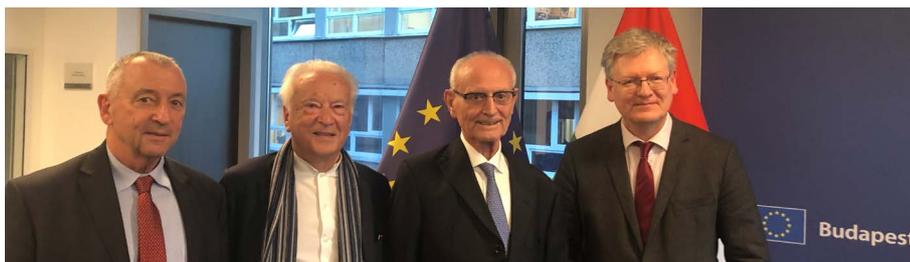
La position du gouvernement vis-à-vis de l'Ukraine et de l'agression russe contre l'Ukraine a été au centre des débats qui ont suivi avec des députés du Fidesz, du Jobbik et des sociaux-démocrates. Pour le député du Fidesz, les intérêts hongrois constituent le fil directeur de la politique vis-à-vis de l'Ukraine. La Hongrie veut la paix et la fin de la guerre. Elle ne peut pas jouer un important rôle de médiation, mais elle veut avoir une place à la table des négociations pour discuter du futur de la région, notamment en raison de l'importante minorité hongroise en Ukraine. Dans tous les cas, l'Europe devrait accepter le nouveau monde multipolaire, avec une Chine forte et une Russie ayant des intérêts particuliers en matière de sécurité. L'opposition a principalement dirigé sa critique contre l'autoritarisme de plus en plus marqué du gouvernement. Elle a également dénoncé le démantèlement progressif du système démocratique pour fonder un système «illibéral» promu par Viktor Orbán. Le contrôle étendu exercé sur les médias par le gouvernement ou par les proches du Premier ministre limite considérablement la possibilité pour l'opposition de présenter ses idées au public. Les représentants de la société civile que nous avons pu rencontrer ont avancé des arguments similaires. Ils sont de plus en plus menacés depuis que le gouvernement a mis en place le «Bureau de protection de la souveraineté». Cette nouvelle institution est désormais surveillée par la Commission européenne, mais, dans le même temps, elle exerce une pression importante sur tous

ceux qui décrivent ouvertement le gouvernement, car leurs critiques pourraient menacer la souveraineté hongroise. Ces représentants de la société civile aimeraient que la politique d'information européenne soit plus active afin de contrer les fausses informations diffusées par le gouvernement.

En raison des critiques constantes du gouvernement envers l'Union européenne, ils craignent également que le soutien encore massif à l'adhésion à l'Union n'érode. Le fait que l'Union ne verse pas les subventions à la Hongrie est déjà qualifié de «sanctions de Bruxelles». L'objectif est de tenir l'Union responsable et de détourner l'attention des raisons de ces «sanctions», à savoir la violation du droit européen par le gouvernement hongrois.

En outre, ce gel des contributions financières a déjà un effet visible sur les investissements nécessaires à une croissance durable de l'économie hongroise. La Hongrie pourrait être en meilleure santé économique si elle recevait les fonds européens qui lui sont destinés. D'une part, cela promouvrait la compétitivité dans le cadre de sa présidence et d'autre part, cela mettrait en place une politique de non-discrimination envers les investisseurs et les entreprises étrangères.

Hannes Swoboda
S&D, Autriche (1996-2014)
office@hannes-swoboda.at



De gauche à droite : Georgi Pirinski et Hannes Swoboda, membres de l'AAD, et Klaus Hänsch, président de l'AAD, avec M. László Andor, ancien commissaire à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion (2010-2014).

VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

QUE FAIRE DE VIKTOR ORBÁN?

« Entre Viktor Orbán et l'Union européenne, la Hongrie doit choisir ». C'est par cette formule lapidaire que notre Président Klaus Hänsch a conclu sa réponse aux exposés de Zsolt Becsey et Zita Gurmai, à la fin du dîner-débat dans lequel nos deux anciens collègues s'étaient efforcés d'expliquer pourquoi la politique suivie par le gouvernement hongrois ne compromettait ni l'intérêt et ni les valeurs de l'Europe. L'antagonisme entre les deux conceptions de l'Union n'a jamais été aussi clair qu'au terme de notre débat.

Cet article n'a pas pour objet de prendre parti pour l'une ou l'autre thèses. Il veut seulement résumer ce que notre délégation a vu et entendu pendant sa courte visite à Budapest. C'est Zsolt Becsey qui a développé avec le plus de détails, le point de vue hongrois. Il a rappelé que, en mille ans d'histoire, sa nation avait appris une leçon fondamentale : la géographie l'ayant placée entre trois voisins beaucoup plus puissants qu'elle – l'Allemagne, la Russie et la Turquie-, elle ne pouvait maintenir son indépendance, voire conserver son existence, qu'en développant des relations apaisées avec les trois. Un tel équilibre est parfois très difficile à atteindre. Son application pratique nécessite une grande souplesse.



Michel Pinton lors de la session de questions-réponses à l'EIT © EIT



De gauche à droite : Elisabetta Fonck, Secrétaire générale de l'AAD, Klaus Hänsch, Président de l'AAD et chef de la délégation, András Léderer, responsable du plaidoyer au Comité Helsinki de Hongrie et András Bíró-Nagy, directeur de Policy solutions.

Mais il doit demeurer un principe intangible. C'est lui qui explique la politique hongroise actuelle. Becsey nous a invité à comprendre que sa nation enrichit l'Europe en lui apportant le meilleur de son expérience historique. Les pressions que font sur elle la Commission de Bruxelles et le Parlement de Strasbourg, ont pour principales conséquences de resserrer l'union du peuple hongrois autour de ses dirigeants, Orbán en premier, et d'alimenter la méfiance des électeurs vis-à-vis de l'intégration européenne. La patience, la prudence et le respect des spécificités de chaque Etat-membre sont des conditions essentielles à la pérennité de l'Union.

Un autre aspect des incompréhensions entre la Hongrie et ses partenaires européens concerne l'Ukraine. Le gouvernement de Viktor Orbán est, on le sait, le plus tiède de tous dans le soutien au gouvernement de Kiev. Pas de livraison d'armes ; réticence aux dons financiers ; opposition à l'intégration de l'Ukraine dans l'Union ; de même pour son adhésion à l'Otan. Attila Tilki, vice-président de la commission des affaires étrangères du Parlement hongrois et élu d'une circonscription limitrophe de l'Ukraine, nous a expliqué pourquoi. Il a souligné le sentiment d'injustice que ressent le peuple hongrois face au sort défavorisé de ses membres qui vivent, contre leur volonté, sur le

sol ukrainien, juste de l'autre côté de la frontière ; leur statut de minorité nationale les protège mal d'inégalités criantes. Il n'est pas étonnant que la méfiance ait fini par imprégner les relations entre les deux Etats.

“La patience, la prudence et le respect des spécificités de chaque Etat-membre sont des conditions essentielles à la pérennité de l'Union.”

Ce court compte-rendu serait incomplet s'il ne mentionnait pas notre rencontre avec deux responsables associatifs, András Bíró-Nagy et András Léderer. Ils ont vivement dénoncé le gouvernement de leur pays au motif qu'il détruisait la démocratie. Les deux orateurs ont supplié notre délégation d'intervenir auprès des instances de Bruxelles pour qu'elles maintiennent et même durcissent les sanctions prises contre l'Etat hongrois. « Orbán ne comprend que les rapports de force » ont-ils plaidé. Il n'y a pas d'autre moyen que la contrainte pour le faire revenir à une pratique moins biaisée de démocratie.

Michel Pinton
NI, France (1993-1994)
michel.pinton@orange.fr

LA HONGRIE, UN PAYS À DEUX VISAGES (POUR L'INSTANT)

Lors de notre départ pour Budapest, j'avais encore en tête les images de Viktor Orbán dans l'hémicycle de Strasbourg le 9 octobre, ainsi que le discours qu'il a tenu devant la plénière. Une question nous occupait depuis plus longtemps encore: compte tenu du comportement préjudiciable à l'Europe du chef d'État hongrois, notre voyage est-il approprié et judicieux? La réponse est OUI, sans l'ombre d'une hésitation: il s'agit de notre devoir vis-à-vis des citoyens de ce pays qui croient en une Europe unie, en ses valeurs et ses principes, et qui s'opposent à une démocratie illibérale (les Hongrois ont voté à 70 % en faveur de l'adhésion à l'Union européenne et à 75 % pour rejoindre l'OTAN).

Nous avons entamé notre visite le jour de la Fête nationale hongroise, qui commémore le désir de liberté des Hongrois de 1956, brutalement réprimé par les chars soviétiques, et le nouveau départ de 1990. Il a donc été d'autant plus dérangeant d'entendre Viktor Orbán appeler ses partisans à s'opposer aujourd'hui à l'Union européenne comme cela avait été le cas contre Moscou en 1956. Aucun président du Conseil de l'Union européenne ne peut agir de manière plus clivante.

Avant d'entrer dans le détail, précisons que tous les participants à ce séjour bref, mais intense et riche, l'ont trouvé très instructif, inspirant et fructueux. Nous remercions chaleureusement l'équipe chargée de l'organisation. Dès la première soirée, le discours engagé de Vilmos Szabo, ancien secrétaire d'État chargé des questions relatives aux minorités et député au parlement hongrois, nous a permis d'apprécier la diversité de la scène politique. En tant qu'opposant actuel du Fidesz, il a vivement critiqué la politique antidémocratique du gouvernement actuel, à l'instar de Zita Gurmai, membre de notre association. Leurs interventions ont laissé entrevoir l'espoir d'un changement en 2026. À l'inverse, le ministre des affaires européennes, János Bóka, a présenté les intentions de la présidence hongroise



Délégation de l'AAD au Parlement hongrois avec l'ancienne présidente de l'Assemblée nationale hongroise Dr. Katalin Szili et les vice-présidents de la commission des affaires européennes Dr. Attila Tilki et Dr. Koloman Brenner.

du Conseil, axée sur la stabilité et la continuité. Il a également réaffirmé, tout comme l'ancienne porte-parole du Parlement Katalin Szili, la vision hongroise d'une Europe des nations et a expliqué les visites non concertées de Viktor Orbán en Russie, en Chine et en Ukraine. Sans surprise, des membres de notre groupe ont posé des questions critiques, qui, pour la plupart, n'ont pas été reçus de véritable réponse.

La table ronde autour d'Attila Tilki, vice-président de la commission hongroise des affaires étrangères, a réaffirmé la posture anti-européenne puisque l'accent a été placé sur une politique de «la Hongrie d'abord». La présence de Koloman Brenner, figure politique de l'opposition, a été bénéfique puisqu'il a rappelé la responsabilité européenne commune tout en mentionnant la sous-représentation des femmes en politique. Aucune femme n'est présente au sein du cabinet hongrois.

Les délégations de l'AAD mettent un point d'honneur à découvrir la diversité de la société des pays où elles se rendent. Cela passe notamment par des discussions avec des organisations de la société civile et des think tanks. Dénes Bank, de l'Institut de recherche économique, et Barna Szabó, de l'«Equilibrium Institute», ont expliqué l'incidence des guerres actuelles sur le marché de l'énergie et des matières premières et, partant, sur l'économie hongroise. En outre, le gel de 20 milliards d'euros de fonds de l'Union européenne nuit aux investissements nécessaires et affaiblit la compétitivité économique.

Néanmoins, les deux intervenants, ainsi que les représentants du think tank «Policy Solution» et du comité d'Helsinki, ont tous transmis un même message: les États membres de l'UE doivent adopter une position commune et claire sur la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article 7. Le gouvernement Orbán diffuse des informations mensongères tous azimuts et à grand renfort d'investissements dans les médias sociaux, sans que les institutions de l'Union n'y opposent de démentis clairs. Ce dernier point est particulièrement important au vu de la situation précaire des ONG, qui sont considérées comme des ennemis du pays.

La valeur ajoutée européenne de l'action commune au sein de l'Union a été soulignée par les rapports de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT), créé en 2010 sur proposition de la commission ITRE. L'EIT crée des réseaux pour associer les secteurs de l'industrie, de l'enseignement et de la recherche à plus de 2 400 partenaires dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la santé, de la démographie, de la création d'emplois, de l'entrepreneuriat, de l'eau, etc.

Notre inspirante visite a été complétée par la visite de l'opéra et du bâtiment du parlement hongrois, ainsi que par la dégustation de spécialités gastronomiques.

Gisela Kallenbach
Verts/ALE, Allemagne (2004-2009)
gisela_kallenbach@yahoo.com

VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

UNE VISITE PLEINE DE CONTRASTES

Traversée par le Danube, Budapest compte une multitude de magnifiques monuments qui lui confèrent une atmosphère calme et sereine, en contraste avec les politiques qui se dessinent actuellement dans la ville. Les visites semestrielles de l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD) dans l'État assurant la présidence du Conseil des ministres de l'Union sont toutes planifiées d'une manière similaire. Si l'examen des priorités et du programme de la présidence avec les ministres et d'autres responsables politiques est au cœur de ces visites, nous organisons toujours des rencontres avec la société civile ainsi que des visites culturelles et nous nous renseignons sur les activités de l'organisme de l'Union européenne situé dans le pays. Cette visite a suivi ce schéma, mais c'est le comportement et les activités d'un homme qui en sont devenus le centre de l'attention.

Viktor Orbán a des amis à Moscou et à Pékin, mais pas à Bruxelles. Lorsqu'il a pris la parole à l'occasion du jour de la proclamation de la République, qui coïncidait avec notre arrivée, il a déclaré: «Pour Bruxelles, une politique hongroise indépendante est inacceptable. Rendons-nous à l'évidence. Bruxelles a donc annoncé qu'elle se débarrassera du gouvernement national hongrois. Elle a également fait part de son intention d'imposer au pays son propre gouvernement fantoche.» Nous nous sommes demandés, et nous avons demandé à plusieurs intervenants, comment une telle mystification pouvait sembler crédible à tant d'électeurs. En fait, c'est que les voix de l'opposition n'ont que rarement l'occasion de proposer une lecture plus exacte de la situation.

Grâce au contrôle qu'il exerce sur les médias, Viktor Orbán gagne en crédibilité et peut transformer la fiction en réalité dans l'esprit des téléspectateurs, des auditeurs et des lecteurs. La société civile aurait pu permettre le rassemblement de militants, mais nous avons découvert les méthodes utilisées pour dissoudre pratiquement toutes les organisations de la société civile. Lors de notre réunion avec János Bóka, le ministre des affaires européennes, ce dernier a présenté le programme de la présidence. Il a évoqué la recherche d'un accord entre la Hongrie et ses partenaires européens, en mettant toutefois l'accent sur les pouvoirs des États membres. En plus d'approfondir la question, nous avons souligné la contradiction entre ce programme et la position de la Hongrie, qui fait obstacle à des accords sur des dossiers clés et ne respecte pas les principes démocratiques. Notre échange s'est déroulé dans le calme, mais il n'a pas été très fructueux.

Cette présidence semestrielle se distingue des précédentes de bien des manières: le Parlement européen est nouvellement élu et le mandat de la Commission arrive à son terme. Il n'est pas impossible que les six prochains mois aboutissent sur quelques progrès, mais qui risquent, sous l'impulsion de Viktor Orbán, d'être éclipsés par un avantage de revers. Il ne fait aucun doute que la culture européenne est profondément enracinée dans la capitale hongroise. La visite que nous avons effectuée du magnifique Opéra, le premier soir, et celle du majestueux Parlement, le lendemain, nous ont rappelé la grandeur de l'empire austro-hongrois. Si de nombreuses capitales européennes possèdent un style architectural similaire, peu rivalisent avec Budapest en termes d'envergure.

Presque tous les États membres sont le siège d'un organe ou d'une agence de l'Union européenne. Le dernier jour, nous avons ainsi visité l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT), qui exerce ses activités sans interférence de l'État d'accueil. Les présentations auxquelles nous avons assisté ont été fascinantes. L'accent a été mis sur la réalisation de grandes avancées grâce à l'innovation et sur la mobilisation de financements privés, préférable à l'engagement de dépenses publiques considérables. Le directeur, Martin Kern, a expliqué que l'EIT se trouve au cœur du plus grand écosystème d'innovation d'Europe grâce aux liens étroits qu'il a tissés avec des entreprises de haute technologie, des universités de premier plan et d'autres organisations européennes qui œuvrent en faveur de l'innovation. La grande force de cet organisme est son réseau de 2 400 partenaires et la part des contributions provenant de sources privées par rapport à celles provenant de sources publiques (huit contributions privées pour chaque contribution publique). Ferenc Pongrácz, le directeur général adjoint d'EIT Health InnoStars, a abordé le sujet de la réalisation des priorités de l'Union en matière de santé. En effet, le vieillissement de la population, qui entraîne une augmentation des problèmes de santé chroniques, est pris en charge par des systèmes fragmentés. Par ailleurs, les contraintes en matière de ressources, tant humaines que financières, sont un obstacle à l'action. À cet égard, les principales mesures correctrices recensées par l'EIT sont d'unifier les différents systèmes et d'optimiser l'utilisation des ressources. Les intervenants ont mis en avant le récent rapport Draghi, qui recommande de nombreuses actions menées par l'EIT. Les liens avec le programme de l'Union «Horizon Europe» ont également été évoqués. Grâce à cette visite à l'EIT, notre dernier jour à Budapest s'est terminé sur une note d'espoir: une action unie au niveau de l'Union européenne pourrait permettre de réaliser des progrès dans des domaines économiques et sociaux, en répondant aux besoins des citoyens européens.



De gauche à droite : Peter Price, Zita Gurmai, Hannes Swoboda, Monica Baldi, S.E. János Bóka, Frances Fitzgerald et Teresa Riera Madurell.

Peter Price

PPE-DE, Royaume-Uni (1979-1994)
peterprice@btinternet.com

ÉQUILIBRER LA SOUVERAINETÉ ET L'ADHÉSION À L'UE



Klaus Hänsch, président de l'AAD, avec S.E. le ministre János Bóka

Notre visite en Hongrie, qui assure actuellement la présidence de l'Union européenne, a été particulière. Cet État membre fait en effet l'objet de vives critiques de la part du Parlement et de la Commission. Les versements au titre des fonds ont ainsi été suspendus en raison du non-respect des conditions par la Hongrie. Le Premier ministre, Viktor Orbán, ne cesse de s'insurger contre l'Union. Au sein du Conseil européen, il fait régulièrement usage de son droit de veto. Notre délégation de l'AAD était très curieuse de voir comment se dérouleraient les entretiens organisés avec des responsables politiques et des scientifiques hongrois.

Nous avons été accueillis avec une grande hospitalité au parlement national, qui ressemble davantage à un palais impérial qu'à un centre de conférences, où le ministre des affaires européennes, János Bóka, nous a exposé les priorités de la présidence: 1) l'amélioration de la compétitivité de l'Union à l'échelle mondiale; 2) l'intensification de la coopération industrielle européenne en matière de défense; 3) une politique d'élargissement cohérente axée sur les Balkans; 4) la nécessité de mettre en œuvre le pacte sur la migration, en particulier les «règles innovantes en matière d'asile» et le renforcement des frontières extérieures de l'Union; 5) les transitions écologique et numérique. Le ministre a estimé que l'Union devait étudier sérieusement la proposition

de la Chine relative à un accord de coopération. Nous l'avons interrogé sur la compatibilité de la rhétorique anti-européenne de son Premier ministre avec l'exercice de la présidence de l'Union ainsi que sur sa finalité. À notre grande surprise, il nous a répondu qu'elle ne servait aucune finalité et que les États membres de l'Union doivent se montrer respectueux les uns des autres. Le porte-parole du Fidesz pour les affaires étrangères, Attila Tilki, a qualifié l'Union de bouquet de fleurs aux différentes couleurs, d'ensemble d'États aux cultures diverses. Il estime que son parti n'est pas animé par le nationalisme, mais par le patriotisme, qu'il se bat pour l'intérêt national de la Hongrie, et que la souveraineté politique et culturelle du pays est profondément ancrée dans son histoire. Les critiques étrangers sous-estiment la frustration suscitée par la perte de deux tiers du territoire hongrois en 1920, ainsi que le poids de la révolution de 1956. La Hongrie est un pays conservateur et illibéral qui ne se laisse pas imposer une législation libérale par Bruxelles. Le Fidesz condamne l'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, mais soutient que l'issue de la guerre ne peut pas se décider sur le champ de bataille. Il ne s'agit donc pas de livrer des armes, mais d'aboutir à un cessez-le-feu permettant d'engager des négociations de paix. Les porte-parole de l'opposition considèrent la Hongrie comme un pays antidémocratique où le parti de Viktor Orbán concentre tous les pouvoirs. Le Fidesz a modifié la Constitution de sorte à être assuré de disposer d'une majorité parlementaire des deux tiers. Le parti est résolument paternaliste:

aucune femme ne siège au gouvernement. Les médias sont totalement contrôlés par les autorités, et l'opposition et les ONG ne peuvent pas s'y exprimer. Le Fidesz a investi des sommes colossales dans des campagnes menées sur les réseaux sociaux. La corruption aux fonds européens est endémique. Le populisme, le nationalisme et le racisme sont exploités pour s'assurer d'un large soutien des électeurs. Le programme de nos rencontres avec différents interlocuteurs était équilibré, ce qui a permis à la délégation de se faire une bonne idée de la raison d'être du Fidesz, le parti de Viktor Orbán, des critiques formulées par l'opposition et de la manière dont les groupes de réflexion analysent les dernières évolutions. Sur le plan économique et financier, la Hongrie doit beaucoup à son adhésion à l'Union. Le pays reste pourtant relativement pauvre, puisqu'il se classe au 23e rang à l'échelle de l'Union en ce qui concerne le PNB. Viktor Orbán accuse l'Union de tous les maux du pays, tels que l'économie en berne, les bas salaires et l'inconsidération dont font l'objet les minorités hongroises dans les pays voisins. Cependant, lui-même et la majorité de la population restent nettement favorables à l'appartenance à l'Union. La Hongrie a cruellement besoin de ces importantes sources de financement. Toutefois, si elle entend rester un membre à part entière de l'Union, elle doit se plier aux obligations que lui imposent les traités.

Bob van den Bos

ELDR, Pays-Bas (1979-1994)

bobravandenbos@gmail.com



La délégation de l'AAD lors de la visite au Parlement hongrois.

VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

LES PERSPECTIVES CONSERVATRICES DE LA HONGRIE

Orateur invité au dîner, Zsolt Becsey a expliqué pour la première fois pourquoi les vingt premières années passées dans l'Union européenne avaient déçu l'élite conservatrice hongroise et la population majoritaire.

Selon lui, la première raison est qu'après 1990, nous étions très heureux de participer à l'intégration occidentale, en particulier à l'adhésion à l'Union, car elle était susceptible de constituer une sorte de remède à la plus grande tragédie nationale qu'ait connue la nation hongroise – le syndrome de Trianon –, qui avait démembré le pays; en effet, l'État traditionnel du bassin des Carpates que constituait notre pays s'était morcelé, des millions de membres de la classe bourgeoise qui émergeait déjà au sein de la nation hongroise (ainsi que les personnes qui y vivaient en ayant conscience de l'État hongrois) s'étaient retrouvés hors de nos frontières, rompant ainsi les relations humaines, et dans un environnement nationaliste agressif sur le lieu qui les avait vu naître, où leur assimilation était devenue le principal objectif. C'est pourquoi nous espérions que l'intégration européenne permettrait précisément de faire disparaître la perception presque centenaire d'un État-nation unifié – sans existence réelle –, puisque, des compétences non pas souverainistes, mais de plus en plus communes et communautaires, y verraient le jour pour remédier à la politique agressive de nos nouveaux voisins, et qu'en raison de la nature de l'Union, le modèle social ascendant de type occidental, caractérisé par l'autonomie et la décentralisation, prédominerait dans les États membres. Même si, en 1993, le respect des minorités figurait au nombre des critères démocratiques d'adhésion relatifs aux minorités et que le traité de Maastricht mentionnait la devise «Unie dans la diversité», ce n'était pas exactement le cas pour nos communautés nationales, contrairement, par exemple, au Sud Tyrol et à l'île d'Aaland, alors que c'était le cas pour d'autres communautés (genre, appartenance sociale ou orientation sexuelle, etc.) qui apparaissaient. Bien que, pour cette raison, nous ayons soutenu l'intégration des États du bassin des Carpates voisins, la déception à propos de la question



L'orateur invité et ancien MdPE hongrois Zsolt Becsey lors du dîner-débat du 24 octobre à l'Akademy Club à Budapest, Hongrie.

nationale est devenue telle qu'elle a été l'une des causes les plus importantes ayant nourri le sentiment antioccidental. Selon Zsolt Becsey, l'autre enseignement conservateur est que la société hongroise a vu se renforcer le paternalisme, qui, malheureusement, était déjà profondément enraciné il y a 300 ans, à savoir l'autosuffisance responsable, l'esprit de compétition et la gestion des risques de marché, ainsi que le rejet de la possibilité d'échouer qui en découle. Suite à l'intervention des responsables politiques, principalement après 2004, la population espérait que l'État et l'Union la protégeraient et qu'ils lui garantiraient des moyens de subsistance, quelle que soit la qualité des résultats produits, ainsi qu'une amélioration minimale du niveau de vie et une augmentation des prestations gratuites. C'était déjà le cas avant 1990, sous le régime de János Kádár – tout comme auparavant –, raison pour laquelle les problèmes de compétitivité croissants et la lente séparation régionale, la stagnation et le nouvel endettement ont eux aussi renforcé le sentiment antioccidental et la frustration au sein de la société hongroise.

Heureusement, l'orientation occidentale est plus importante dans la société hongroise que la recherche d'une issue à l'est et qu'un rôle de passerelle entre l'est et l'ouest, mais ces derniers commencent à s'enraciner de plus en plus dans l'esprit de l'élite politique comme dans celui du public. Quant à la question de l'illibéralisme, selon Zsolt Becsey, en raison des échecs de certains pays, les dirigeants, et donc la population, estiment qu'il est important que l'aspect le plus important du fonctionnement des

institutions démocratiques existantes soit l'efficacité de la prise de décision et de la mise en œuvre par rapport à la lenteur, considérée comme excessive, du processus démocratique d'élaboration et de prise des décisions. Face à une démocratie libérale fondée sur un système d'équilibre des pouvoirs et sur la société civile et professionnelle locales, mais qui semble souvent impuissante, cette communication politique privilégie le principe selon lequel le gagnant rafle toute la mise et une hiérarchie de l'État-nation fondée sur un dirigeant puissant.

En ce qui concerne la progression des Russes dans la région, Zsolt Becsey a déclaré que face à l'autodétermination des peuples et à la liberté de former des alliances, la primauté des grandes puissances et de la géopolitique s'est renforcée puisque cela implique une confrontation moindre et que la menace de la violence peut, de temps à autre, passer au premier plan lentement et sans effusion de sang.

Pour ce qui est de la situation de la Hongrie, il a ajouté que les députés hongrois au Parlement européen avaient tous rejoint des groupes politiques, ce qui est toujours mieux que d'avoir le statut de non-inscrit, mais que, dans notre pays, le parti au pouvoir, le plus fort, était plus éloigné du centre politique du Parlement. Notre représentation libérale et écologiste a disparu, mais un nouveau mouvement apparemment fort demande la réapparition d'une alternance politique et d'une concurrence d'inspiration occidentale.

Zsolt Becsey
PPE-DE, Hongrie (2004-2009)

LE MODÈLE D'INNOVATION DÉCENTRALISÉ DE L'EIT RÉUNIT DES IDÉES ET LES INTRODUIT SUR LE MARCHÉ

La délégation de l'AAD avait de grandes attentes concernant sa visite à l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT), puisque la priorité du nouveau programme de l'Union est le renforcement de la compétitivité par la promotion de l'harmonisation des activités de recherche et d'innovation dans le cadre du programme économique. Les membres de l'AAD sont au fait des rapports Letta et Draghi, récemment publiés, ainsi que du rapport dressé par le groupe d'experts présidé par Manuel Heitor. Nous étions toutes et tous députés au Parlement européen à l'époque de l'ambitieuse stratégie de Lisbonne et nous croyons toutes et tous au progrès économique fondé sur la connaissance. Paul Rübzig, membre du conseil d'administration de l'AAD et du comité directeur de l'EIT, et la délégation de l'EIT qui nous accueillait ont créé une atmosphère conviviale propice à un débat animé et constructif.

Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, a ouvert le débat avant que Martin Kern, directeur de l'EIT, Ferenc Pongrácz, directeur adjoint d'EIT Health InnoStars, Tuan Trinh, directeur régional d'EIT Digital, et István Kovács, coordinateur du projet ABCD de l'initiative EIT HEI, ne présentent à la délégation de l'AAD les diverses activités de l'EIT et ses différents accomplissements.

À l'Institut, la recherche, l'innovation et la compétitivité sont considérées dès le départ comme un écosystème d'innovation unique. L'EIT mise sur une démarche triple: i) former les innovateurs, en coopération avec le monde universitaire; ii) faire tomber les obstacles en reliant les innovateurs dans différents réseaux; iii) transformer des idées en entreprises.

Les premières communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) à avoir vu le jour sont prospères, les autres sont en bonne voie, et la dixième, consacrée aux secteurs et écosystèmes aquatiques, marins et maritimes, est en cours de création. Après 15 années, les communautés de la connaissance et de l'innovation de l'EIT devraient être durables. Dans les CCI, chaque euro dépensé génère jusqu'à huit euros.

Le groupe **EIT InnoEnergy** est devenu une «licorne» à part entière, puisque parmi ses 200 entreprises, quatre en sont déjà une. En outre, il permet de réduire fortement les émissions de CO2 grâce à de nouveaux produits et services.

L'organisation **EIT Digital** constitue un autre exemple de réussite: en partenariat avec 60 universités, elle a formé plus de 3 500 professionnels dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), un domaine qui pâtit d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans toute l'Union européenne.

Il en va de même pour **EIT Health**, qui a formé plus de 4 900 professionnels, principalement à l'utilisation de solutions d'intelligence artificielle dans le secteur de la santé. La numérisation de ce secteur est essentielle pour relever les défis posés par les nouvelles maladies qui touchent une population vieillissante atteinte de maladies chroniques.

Le **projet ABCD** de l'initiative EIT HEI (qui vise à améliorer l'innovation en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur) est particulièrement intéressant puisqu'il implique les pays des



Séance de questions-réponses © EIT

Balkans occidentaux concernés par l'élargissement. Les membres de l'AAD ont posé plusieurs questions sur le sujet et ont salué les résultats obtenus. Nombre d'entre nous ayant fait partie des commissions ITRE, ENVI, BUDG et CONT, nous avons convenu que la recherche et l'innovation sont des questions essentielles et qu'elles devraient constituer des priorités dans le cadre du prochain programme. Nous avons suggéré de promouvoir davantage l'EIT, qui gagne en visibilité grâce aux succès des utilisateurs finaux. Nous avons également rappelé que tout avait commencé par l'idée de créer un MIT européen, laquelle a été suivie par l'adoption du règlement présenté par le rapporteur et le corapporteur hongrois du Parlement européen et par les négociations au Conseil en vue de son installation à Budapest en 2011.

Aujourd'hui, la discussion porte sur les structures descendantes et sur les innovations de haut niveau (le modèle ARPA). Il peut être utile de se rappeler que la force de l'EIT réside dans son modèle décentralisé unique, particulièrement précieux pour les pays de l'élargissement dont le PIB est plus faible. À l'époque, c'était ce qui se faisait de mieux, c'était même révolutionnaire. Toutefois, depuis vingt ans, la mode est à la décentralisation. Tous les secteurs en amont (énergie, TIC, informatique, données) et tous les services en aval (santé, éducation, finances, etc.) empruntent cette voie.

Edit Herczog

S&D, Hongrie (2004-2014)

mrs.edit.herczog@gmail.com



Dr. Paul Rübzig, Monica Baldi, vice-présidente de l'AAD, et Martin Kern, directeur de l'EIT © EIT

VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

L'EIT: UN PÔLE STRATÉGIQUE POUR L'INNOVATION ET LA CROISSANCE

Dans le cadre de la dernière visite d'étude de l'AAD, nous nous sommes rendus à Budapest et à l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT), où le directeur, Martin Kern, nous a réservé un accueil chaleureux. La Hongrie a souhaité accueillir l'EIT en raison de plusieurs facteurs essentiels liés à la vision stratégique du pays ainsi qu'à ses avantages inhérents.

En effet, elle considère la présence de l'institut comme un important facteur de croissance économique. En hébergeant le siège de l'EIT, elle se place à la tête des réseaux européens de l'innovation et peut ainsi attirer de nouveaux investissements, renforcer les collaborations technologiques et stimuler le secteur national de la recherche et du développement. Par là-même, la Hongrie a également accès à un vaste réseau de pôles d'innovation dans toute l'Europe qui permettra aux universités, aux instituts de recherche et aux start-up hongroises d'accélérer les efforts de recherche locaux en collaborant plus étroitement avec certains des meilleurs talents sur des projets novateurs.

Située en Europe centrale, la Hongrie occupe une position stratégique de passerelle entre les pays d'Europe occidentale et d'Europe orientale. Cette position centrale en fait un pôle idéal pour relier les différents marchés tout en facilitant la circulation des idées, des personnes et des technologies.

La collaboration étroite avec l'EIT permet aux établissements d'enseignement hongrois de participer à des programmes communs, d'attirer des étudiants internationaux et d'améliorer leur réputation à l'échelle mondiale. Elle contribue également à développer une main-d'œuvre qualifiée en phase avec les normes internationales.

En hébergeant l'EIT, la Hongrie accroît aussi sa réputation sur la scène internationale, ce qui lui permet d'influencer davantage l'élaboration des politiques et des priorités en matière d'innovation. Son engagement à jouer un rôle important dans le futur paysage économique et technologique européen s'en trouve renforcé.

L'EIT œuvre en faveur de la promotion des entrepreneurs et des start-up. La présence de l'institut sur son territoire permet à la Hongrie d'offrir de nouvelles possibilités aux entreprises locales d'accéder aux financements, aux programmes de mentorat et aux débouchés commerciaux proposés par l'EIT, ce qui stimule l'écosystème des start-up.

Grâce à cette présence, davantage de professionnels internationaux pourraient venir vivre et travailler en Hongrie et, par là-même, favoriser les échanges culturels et contribuer à l'économie locale en consommant et en participant aux activités culturelles.

De manière générale, la décision de la Hongrie d'accueillir l'EIT reflète un alignement stratégique sur ses objectifs économiques et un engagement en faveur de la promotion d'un environnement dans lequel l'innovation et la technologie peuvent se développer au niveau national comme international. De telles opportunités sont considérées comme indispensables à la réalisation des objectifs économiques à long terme de la Hongrie et au renforcement de son rôle dans le paysage européen de l'innovation.

Les programmes de l'EIT en Hongrie visent à rapprocher l'enseignement, la recherche et les entreprises afin de favoriser l'innovation dans des secteurs essentiels et de conforter ainsi un avantage concurrentiel local et européen sur le marché mondial.

Les communautés de la connaissance et de l'innovation (CCI) de l'EIT prennent de plus en plus d'ampleur. Outre les CCI existantes (EIT Climate, EIT Digital, EIT InnoEnergy, EIT Health, EIT RawMaterials, EIT Food, EIT Manufacturing, EIT Urban Mobility et EIT Culture & Creativity), une nouvelle CCI consacrée à l'eau (EIT Water) est en cours de création.

L'EIT et ses communautés de la connaissance et de l'innovation constituant un accomplissement majeur, c'est une bonne chose qu'un soutien leur soit une nouvelle fois accordé au titre du dixième programme-cadre. Si les activités de l'EIT vous intéressent, vous pourrez en savoir plus à l'adresse suivante: <https://eit.europa.eu/>.

L'EIT et ses communautés de la connaissance et de l'innovation constituant un accomplissement majeur, c'est une bonne chose qu'un soutien leur soit une nouvelle fois accordé au titre du dixième programme-cadre. Rédigé à l'aide de Chat Smith: <https://bit.ly/chat-smith>

Dr. Paul Rübzig
PPE-DE, Autriche (1996-2019)
office@paulruebig.eu



La délégation de l'AAD avec le directeur de l'EIT Martin Kern, le directeur général adjoint de l'EIT Health Innostars Ferenc Pongrácz, le directeur du nœud régional East Tuan Trinh et le chef du projet ABCD, METU István Kovács © EIT

COOPÉRATION AVEC L'IUE

LE PARLEMENT EUROPÉEN : PASSÉ, PRÉSENT ET FUTUR

Réfléchir sur « Le Parlement européen: Passé, présent et futur » à l'Institut universitaire européen de Fiesole a été bien plus qu'un honneur, mais avant tout une occasion de revisiter mon passionnant parcours dans notre hémicycle, une institution qui a non seulement façonné ma vie professionnelle, mais aussi ma vision de l'avenir de l'Europe.

Au cours de mon intervention, j'ai profité de l'occasion pour réfléchir au chemin parcouru en tant qu'Union et en tant que Parlement. J'ai parlé de la remarquable transformation du Parlement européen, qui est passé d'une assemblée consultative à un colégislateur exerçant une influence significative sur les politiques de l'UE, dans le but de combler le fossé entre les institutions européennes et nos citoyens. Cependant, tout en célébrant nos progrès, je me suis senti obligé d'aborder les défis urgents auxquels nous sommes confrontés, surtout si l'on considère le taux de participation aux dernières élections européennes, extrêmement faible dans de nombreux États membres du sud et de l'est de l'Europe. La montée du populisme, l'érosion des valeurs démocratiques et les « fake news » dans plusieurs États membres constituent des menaces existentielles pour notre Union. Ces défis nous rappellent que la démocratie n'est pas un acquis - c'est un effort constant qui exige une vigilance, une transparence et une inclusion constantes. Le Parlement doit être le gardien de ces principes, et j'ai exhorté mon auditoire à reconnaître

que la défense de la démocratie est certes la responsabilité partagée des institutions et des gouvernements, mais aussi des citoyens. Elle doit être reconquise par chaque génération de citoyens européens. C'est pourquoi j'ai insisté sur le besoin crucial de repenser la manière dont nous nous engageons avec eux. La conférence sur l'avenir de l'Europe a été un exemple inspirant de démocratie participative en action. Je suis fermement convaincu que de telles initiatives ne devraient pas être des événements isolés, mais une caractéristique récurrente du fonctionnement de l'UE. Ce n'est qu'en instaurant un véritable dialogue avec nos citoyens que nous pourrions vaincre. Mais ce dialogue doit être authentique et efficace : ne pas réussir à concrétiser leurs conclusions, commettre l'erreur d'être tactique et à courte vue, ne prêter attention qu'aux élections nationales et régionales et non à une vision stratégique à long terme basée sur notre autonomie stratégique ne ferait que renforcer la désillusion et le scepticisme qui alimentent les récits anti-européens, au lieu de les vaincre.

En ce qui concerne l'avenir, j'ai partagé ma vision d'un Parlement européen plus fort : nous devons évoluer vers un véritable droit d'initiative, peut-être par le biais d'un accord interinstitutionnel. Mais je crois aussi que pour créer un véritable demos européen, et non 27 campagnes électorales nationales menées en parallèle, nous devons introduire des listes électorales transnationales, qui pourraient

favoriser un sentiment d'identité européenne et encourager un débat politique paneuropéen. Il est temps de transcender les silos nationaux et d'embrasser l'idée d'une sphère publique véritablement européenne. J'ai également souligné le rôle du Parlement en matière de politique étrangère. Dans un monde de plus en plus défini par des rivalités géopolitiques et à l'ère de la montée des impérialismes, l'UE doit parler d'une seule voix. Le Parlement européen, en tant qu'institution la plus proche des citoyens, devrait être à l'avant-garde de l'élaboration d'une stratégie extérieure audacieuse et unifiée, sur un pied d'égalité avec le Conseil. Qu'il s'agisse de soutenir les mouvements démocratiques ou de relever des défis mondiaux tels que le changement climatique et la gouvernance numérique, nous devons diriger avec courage et conviction. En concluant mon discours, j'ai pensé à l'Europe de l'Est et aux Balkans occidentaux, que j'ai souvent décrits comme le cœur battant de l'avenir de l'Europe. L'élargissement n'est pas seulement une politique ; c'est une promesse de solidarité et un engagement en faveur de notre destin commun. Le projet européen est incomplet si toutes ces nations ne sont pas pleinement intégrées, et j'ai exhorté mes collègues et les décideurs politiques à réaffirmer cette vision, sans délai excessif.

La participation à cette conférence m'a rappelé la raison pour laquelle je suis entré en politique : contribuer à la construction d'une Europe plus démocratique, plus inclusive et plus unie. Le chemin à parcourir ne sera pas facile, mais je reste optimiste. Si nous faisons preuve d'audace dans nos réformes, de fermeté dans nos valeurs et d'ouverture dans notre dialogue avec les citoyens, le Parlement européen ne fera pas que perdurer : il ouvrira la voie à une Union plus forte.

Fabio Massimo Castaldo
ELD, NI, Renew, Italie
(2014-2019, 2019-2024, 2024)
fmcastaldo85@gmail.com



Intervenants à la conférence de haut niveau à Florence, 17-18 octobre 2024 © IUE

COOPÉRATION AVEC LE PE

IL Y A 25 ANS: LA PRÉSIDENTENCE DE NICOLE FONTAINE

Vingt ans après Simone Veil, Nicole Fontaine fut la deuxième femme à accéder à la présidence du Parlement européen il y a 25 ans. Son mandat, à la charnière de deux siècles (1999-2002), est marqué par de profonds bouleversements et des avancées majeures vers plus d'intégration. Nous revenons sur quelques épisodes d'une présidence engagée, qui résonnent encore aujourd'hui.

L'enracinement de la codécision

La codécision - appelée aujourd'hui procédure législative ordinaire - avait été introduite avec le traité de Maastricht en 1992. Nicole Fontaine, qui avait été auparavant présidente du comité de conciliation, défend l'extension de son champ d'application. Elle s'engage aussi personnellement sur des dossiers législatifs concrets, comme celui de la sécurité des navires suite au naufrage du pétrolier Erika et de la catastrophe écologique qui a suivi. Le Parlement obtiendra des normes de sécurité maritimes plus strictes, dont le standard de la double coque pour les navires.

Le conflit israélo-palestinien

Les esprits sont hantés par l'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995, l'abandon de la feuille de route d'Oslo et l'intifada qui gronde. Le seul chemin reste pourtant, la diplomatie et le dialogue. Forçant les résistances, notamment grâce un déplacement à Tel-Aviv et Ramallah, Nicole Fontaine parvient à convaincre Abu Ala, le président du Conseil législatif palestinien, et Avraham Burg, Président de la Knesset, à venir ensemble s'adresser à la plénière du Parlement à Strasbourg en septembre 2000. Leurs discours sont un moment d'intense émotion, immortalisé par la photo où elle leur prend la main et lève les bras, face à un hémicycle debout.

L'Afghanistan, le commandant Massoud et les femmes afghanes

En Afghanistan les combats font rage entre les talibans, qui contrôlent la majeure partie du pays et imposent leur terreur islamiste, et les résistants de l'Alliance du Nord menés par



Ahmed QUREI, Nicole FONTAINE - Présidente du PE et Avraham BURG © Union européenne

Ahmad Shah Massoud. En avril 2001, bravant les usages protocolaires, Nicole Fontaine invite et reçoit le commandant Massoud à Strasbourg comme un chef d'État. Elle s'engage également auprès de femmes afghanes en leur offrant une tribune à Bruxelles.

L'abolition universelle de la peine de mort et l'adoption de la charte des droits fondamentaux

Les valeurs de l'Union européenne, celles qu'elle défend dans le monde et en son sein, sont au cœur de son engagement. Nicole Fontaine s'est investie personnellement sur la question de l'abolition universelle de la peine de mort en intervenant sur de nombreux cas individuels et en accueillant un sommet mondial pour l'abolition à Strasbourg. Dans l'Union, le travail se concentre sur la rédaction d'une charte des droits fondamentaux. Celle-ci sera actée dans le traité de Nice en 2000 mais n'acquerra force juridique qu'avec le traité de Lisbonne en 2007.

Les attentats du 11 septembre 2001

Le monde est saisi d'effroi par les attentats du 11 septembre contre les tours jumelles de Manhattan et le Pentagone. Quelques heures après, une session plénière du Parlement est convoquée. Le 11 septembre marque un tournant dans la politique de sécurité de l'Occident dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui.

L'arrivée de l'euro dans le portefeuille des Européens

L'euro est aujourd'hui un fait accompli. Mais ce qui va de soi aujourd'hui était loin d'être acquis à l'époque. En 2000 et 2001 il y avait beaucoup de scepticisme et d'incrédulité, voire de rejet pur et simple. Il a donc fallu s'employer à convaincre, sans relâche. Parmi les actions de terrain, Nicole Fontaine s'est déplacée sur des marchés pour parler aux commerçants, elle a rencontré les professionnels du voyage de fonds à la veille d'un défi logistique sans précédent, ou encore elle s'est engagée auprès des plus vulnérables, comme les aveugles, sur les questions d'ergonomie des pièces et billets. Le 31 décembre 2001 à minuit, elle est la première à retirer des billets au distributeur, dans le vieux Nice.

Etienne Bassot, ancien membre du cabinet de Nicole Fontaine et aujourd'hui Directeur dans l'administration du Parlement européen, écrit ici à titre personnel.

Nicole Fontaine est l'auteure du livre *Mes combats*, Éditions Plon, 2002.

Etienne Bassot

Directeur du Service de recherche des députés (EPRS)
etienne.bassot@europarl.europa.eu

RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

LE CONSEIL DE L'EUROPE, DE NOUVEAU UNE RÉFÉRENCE

À l'occasion du 75e anniversaire de la création du Conseil de l'Europe, l'Association européenne des Anciens Parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe (FP-AP), dont l'AAD fait partie, a organisé une visite au siège central de cette institution à Strasbourg. Cette commémoration coïncidait en outre avec le 30e anniversaire de la naissance de la FP-AP.

Du 2 au 4 octobre, nous nous sommes réunis au Palais de l'Europe avec Alain Berset, secrétaire général du Conseil de l'Europe, Theodoros Roussopoulos, président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), et Despina Chatzivassiliou-Tsovilis, secrétaire générale de ladite Assemblée. Il se trouve que cette dernière avait travaillé avec Miguel Angel Martinez, le représentant de l'AAD au sein de la FP-AP, lorsque celui-ci était président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Nous avons également pris part à une séance de travail avec l'ambassadeur suisse auprès de cette institution, ainsi qu'avec différents membres de l'Assemblée appartenant à divers groupes politiques. Nous avons clôturé ce déplacement intéressant par une visite à la Cour européenne des droits de l'homme, où nous avons été accueillis par le juge français Mattias Guyomar, avec lequel nous avons eu une discussion passionnante.

La décision de créer le Conseil de l'Europe, une organisation internationale de coopération qui veillerait à faire de l'Europe un espace sûr, où la paix règnerait et où les droits de l'homme, l'état de droit et la démocratie prédomineraient, a été prise en 1948, lors du Congrès de La Haye. Le 5 mai 1949, dix États (la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande,

l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède) ont ratifié le traité de Londres qui a établi le Conseil. À l'heure actuelle, 46 États européens prennent part à cette organisation intergouvernementale. Pour des pays tels que le mien (l'Espagne), qui sortaient d'une dictature, le Conseil de l'Europe a constitué, jusqu'à leur adhésion à l'Union européenne, la principale plateforme politique et juridique de référence pour tous les démocrates, hommes et femmes, en matière d'État de droit, de démocratie et de droits fondamentaux.

Au cours de ses 75 années d'existence, le Conseil de l'Europe a adopté des mesures novatrices pour défendre les droits sociaux, la liberté d'expression et les personnes vulnérables, lutter contre le racisme, la discrimination, la violence à l'encontre des femmes et la délinquance, y compris sur l'internet, ou encore défendre nos valeurs face à de nouveaux défis, tels que l'intelligence artificielle.

Des débats qui n'ont pas leur place dans d'autres institutions peuvent se tenir au Conseil de l'Europe. Ainsi, la présence de l'Ukraine dans l'organisation — elle l'a intégrée en 1995 — lui permet de s'exprimer devant les autres pays européens.

Nous en avons été témoins lors de notre visite, puisque nous avons pu assister à un débat intéressant dans l'hémicycle de l'Assemblée au sujet du rapport intitulé «Commemoration du 90e anniversaire de l'Holodomor – l'Ukraine à nouveau confrontée à la menace d'un génocide», dont le rapporteur était le député allemand Knut Abrahm.

En outre, afin de garantir que ses règles sont acceptables par tous, les décisions sont prises par consensus (en cas de vote, une majorité des deux tiers des pays est nécessaire). Il n'y a pas de droit de veto direct, comme c'est le cas au Conseil de sécurité de l'ONU, ni de droit de veto de fait, comme c'est le cas au Conseil de l'Union européenne, en raison de l'unanimité exigée dans certains domaines.

À l'heure où les menaces contre la démocratie se multiplient et où de nombreux droits sont en danger, faisons en sorte que le Conseil de l'Europe soit de nouveau une référence. La construction d'une Europe unie ne peut qu'être le fruit du dialogue et de la coopération entre pays, des principes que le Conseil de l'Europe incarne grâce à sa composition et à son fonctionnement.

Teresa Riera Madurell
S&D, Espagne (2004-2014)
trierama@gmail.com



Photo de groupe au Conseil de l'Europe avec les membres FP-AP lors de la visite à Strasbourg les 3-4 octobre 2024 © FP-AP

PROGRAMME PE AU CAMPUS

COMMENT DEVENIR UN VÉRITABLE EUROPÉEN ET SE FAIRE LE PORTE-PAROLE DES CITOYENS DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES PUBLIQUES

ASSOCIATION UKRAINIENNE DES PROFESSEURS ET CHERCHEURS, UKRAINE | 17 OCTOBRE 2024 | EN LIGNE

Il y a peu, en tant qu'ancienne députée au Parlement européen, j'ai été invitée à donner une conférence à l'Association ukrainienne des professeurs et chercheurs en intégration européenne. Une table ronde a été organisée en ligne, en étroite collaboration avec l'AAD dans le contexte du programme «Parlement européen au campus». 135 professeurs, chercheurs et étudiants de diverses universités ukrainiennes y ont pris part, sous la direction d'Irina Sikorskaya, professeure à l'Université de Marioupol. L'expérience s'est révélée agréable dès le départ. Les préparatifs et la prise de contact par WhatsApp se sont déroulés comme je m'y attendais. J'ai un peu hésité dans un premier temps, puisque j'ai quitté le Parlement européen en 1999. Cependant, «Européenne un jour, Européenne toujours», telle est ma devise. Et je suis de celles qui continuent à suivre régulièrement les actualités depuis Bruxelles. J'ai aussi décidé de ne pas mettre ma conférence par écrit, mais plutôt de travailler à partir d'une liste de mots-clés agencés dans un certain ordre et d'être particulièrement attentive aux réactions et aux expressions des visages à l'écran. J'ai essayé d'être avec les participants.

Je me suis d'abord concentrée sur mes dix ans d'expérience au sein du Parlement: j'ai donné des exemples de travaux et d'événements dans les commissions du Parlement et j'ai expliqué comment travailler avec diverses nationalités. J'ai parlé de la table de cuisine Ikea que je m'étais procurée pour mon bureau et du café qui y était toujours à disposition. Les collègues portugais, finlandais ou de

toute autre nationalité de l'Union y étaient les bienvenus et nous travaillions main dans la main sur les amendements aux projets de directives. Le plus important à mes yeux a surtout été d'expliquer aux participants que, en dépit des différences entre le nord, l'est et le sud de l'Europe, nous partagions tous le même point de vue au sujet de la liberté et de la démocratie, de ce qui faisait de nous des Européens. Et comme cela a été le cas à plusieurs reprises dans le cadre de travaux ultérieurs, par exemple pour les différentes institutions financières multilatérales en Ukraine, j'ai ressenti le désir de beaucoup de ceux qui souhaitent que l'Ukraine rejoigne l'Union.

J'ai pu facilement donner quelques exemples d'actes législatifs intéressants et importants de l'Union élaborés à Bruxelles pour les citoyens européens. À cet égard, les citoyens ignorent encore trop souvent que des directives importantes sont à la source de la législation nationale, telles que les directives dans le domaine de la santé, de la protection des consommateurs ou de la protection de l'environnement. Mes paroles ont été les suivantes: «Même aux Pays-Bas, je dois encore expliquer que c'est à l'Europe et non à La Haye que l'égalité salariale entre hommes et femmes à travail égal a été décidée. Ou prenez l'exemple d'une directive relative aux médicaments destinés aux enfants. Dans la plupart des pays de l'Union, sinon dans tous, les chercheurs testaient les nouveaux médicaments principalement sur des hommes (blancs), mais ils n'étudiaient pas leurs effets sur les femmes, et encore moins sur les enfants.

Ces derniers recevaient probablement une petite dose des médicaments destinés aux hommes. Ce sont les institutions de l'Union qui se sont saisies de cette question. Et les exemples de ce type sont nombreux». Ensuite, je me suis concentrée sur la manière dont mon parcours au sein de la commission du développement au Parlement européen m'avait permis de devenir le membre européen du Panel d'inspection de la Banque mondiale. Il s'agit d'un mécanisme de responsabilisation (composé de trois membres indépendants) destiné aux citoyens auxquels des projets financés par la Banque mondiale ont été préjudiciables ou sont susceptibles de l'être. Nous avons discuté avec les participants du rôle de tels mécanismes, du fait qu'il est important de savoir que ces mécanismes existent pour les citoyens, de la position de l'Ukraine au sein de la Banque mondiale, de ce que la Banque européenne d'investissement (BEI) signifie pour ce pays et du fait que la BEI dispose également d'un tel mécanisme. C'était probablement plutôt nouveau pour eux.

Il a fallu quelques encouragements pour que les participants se mettent à poser des questions, par exemple concernant l'incidence de l'adhésion à l'Union européenne sur l'économie ukrainienne. J'ai fait référence à la Banque centrale ukrainienne et je leur ai dit que devenir membre de l'Union européenne n'est pas chose aisée. Le pays doit accepter l'acquis de l'Union, l'ensemble des droits et obligations communs qui constituent le corpus législatif de l'Union européenne. «L'intégration, ça va être un sacré boulot, mais au bout du compte, vous serez membre du club à part entière». Enfin, j'ai fait part de mes inquiétudes quant à l'hostilité qui règne actuellement à l'égard de l'Union dans certains États membres. Nous devons encore combattre toutes sortes de fausses informations, qui circulent principalement sur les réseaux sociaux. Les Ukrainiens sont connus pour savoir bien utiliser les nouveaux médias et l'internet. Peut-être y a-t-il là une tâche pour l'Ukraine? En résumé, ce fut un événement plaisant.

Dr. Maartje van Putten

PSE, Pays-Bas (1989-1999)

globalaccountability.mvp@xs4all.nl



ÉVÈNEMENTS ANNUELS DE L'AAD

LES VŒUX DE FIN D'ANNÉE DE L'AAD SUR L'IA, LA SÉCURITÉ, LA DÉFENSE ET LA DÉMOCRATIE DE L'UE



Invité d'honneur du dîner annuel de l'AAD Herman Van Rompuy

L'AAD a organisé des événements importants sur le recalibrage des priorités de l'UE dans un contexte de défis géopolitiques pressants, du 3 au 4 décembre 2024, au Parlement européen à Bruxelles. Le rassemblement a été présidé par le président de l'AAD, Klaus Hänsch et a mis en vedette d'éminents orateurs et un ordre du jour centré sur la sécurité de l'UE, la défense, l'intelligence artificielle et la démocratie.

Le programme a débuté le 3 décembre par le cocktail annuel, au cours duquel le vice-président du Parlement, Esteban González Pons, s'est adressé aux participants. Son discours a souligné l'importance de l'AAD. Nous avons été honorés de la présence de l'ancien président du Parlement européen et

de l'AAD, Hans-Gert Pöttering, ainsi que des questeurs chargés des relations avec l'AAD, Marc Angel et Fabienne Keller. Il a été suivi par le dîner annuel, dont l'orateur principal était Herman Van Rompuy, ancien président du Conseil européen et ancien Premier ministre belge qui a prononcé un discours inspirant intitulé «*L'Europe dans un monde dangereux*». Il l'a basé sur les mots clés suivants: unité, démocratie, autonomie, vision à long terme, plus d'Europe et a livré une réflexion riche et perspicace sur le mal du siècle actuel, concluant sur un message d'espoir.

Le 4 décembre, la journée a commencé par l'événement Librorum organisé conjointement avec le Bureau de liaison du Parlement européen (EPL) aux Pays-Bas, qui a mis en lumière le livre de Marietje Schaake, *The Tech Coup : Comment sauver la démocratie de la Silicon Valley*. Mme Schaake, membre de l'AAD et éminente défenseuse des droits de l'homme, a évoqué l'érosion de la démocratie due à l'influence des grandes entreprises technologiques, affirmant que «*la politique doit toujours rester aux commandes*». Klaus Hänsch, président de l'AAD, Danny de Paepe de l'EPL néerlandais et Manuel Porto et Michael Hindley, membres du conseil d'administration de l'AAD. Le séminaire annuel intitulé «*Sécurité et défense de l'UE : menaces émergentes et stratégies pour un avenir résilient*» a suivi. Le Président de

l'AAD, Dr Hänsch, a ouvert la session, avec l'eurodéputé Riho Terras, qui a souligné les défis critiques auxquels est confrontée la défense de l'UE. Il a notamment affirmé que «*les Européens ne comprennent pas que la guerre est imminente, c'est pourquoi ils n'investissent pas dans la défense. Il incombe aux responsables politiques à tous les niveaux de convaincre les citoyens qu'il est essentiel d'investir dans la défense*».



De gauche à droite : C. N. Abel Romero Junquera, Jürgen Meindl, François Arbault, Dr. Klaus Hänsch, Elisabetta Fonck et Edit Herczog © Union européenne - PE 2024

Le capitaine Abel Romero Junquera a mis l'accent sur la sécurité maritime dans l'Indo-Pacifique et l'Arctique. L'ambassadeur autrichien auprès de l'OTAN, Jürgen Meindl, a exploré les relations entre l'UE et l'OTAN. Il a affirmé que «*la démocratie ne doit pas seulement être défendue à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur. La déstabilisation - telle qu'une rumeur répandue sur les médias sociaux - ne coûte rien par rapport aux armes, mais elle sape la crédibilité de ceux qui détiennent le pouvoir*».

François Arbault, de la Commission, a présenté les étapes futures de l'architecture de défense de l'UE. Il a franchement déclaré que «*dans l'UE, nous dépensons 300 milliards d'euros pour la défense, mais il semble que la Russie se prépare à nous dépasser. C'est une source d'inquiétude immédiate, et nous devons nous attaquer à ce problème. Nous n'avons pas encore atteint l'objectif de 2 %*». Une séance de questions-réponses, animée par l'ancienne députée européenne Edit Herczog, a conclu le séminaire. Ces deux événements ont mis en évidence le recalibrage stratégique de l'UE dans le contexte des défis mondiaux. Ces discours ont permis de comprendre comment l'Europe peut maintenir sa résilience pour relever les défis, comme l'a dit Herman Van Rompuy, «*dans un monde dangereux*».

Toutes les photos des vœux de fin d'année de l'AAD se trouvent sur  **compte Flickr de l'AAD** : <https://bit.ly/FMA-End-Of-Year-Greetings-24>

L'enregistrement du Librorum et du séminaire annuel est disponible ici : <https://bit.ly/RecordingFMALibrorumSeminar> 



De gauche à droite : Manuel Porto, membre du conseil d'administration de l'AAD, Marietje Schaake, auteur et ancienne MdPE, Dr. Klaus Hänsch, président de l'AAD, Michael Hindley, membre du conseil d'administration de l'AAD, Elisabetta Fonck et Danny De Paepe, chef d'EPL Pays-Bas ©Union européenne -PE 2024

PATRONAGE DE L'AAD

DIPLOMATIE CULTURELLE ET PAIX

Dans l'après-midi du mardi 15 octobre 2024, le Circolo degli Esteri à Rome, l'élégant siège de représentation du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, a accueilli la manifestation/conférence «Diplomatie culturelle et paix», organisée par l'association Ars Pace, sous les auspices de l'Association des anciens députés au Parlement européen, de l'Union des consuls honoraires en Italie, de l'Université pour la paix des Nations unies, et avec le soutien du journal Il Patto Sociale-Informazione Europa.

Les allocutions d'ouverture ont été prononcées par l'ambassadeur Carlo Marsili, président honoraire de l'Union des consuls honoraires en Italie, et Enrique Barón Crespo, président d'Ars Pace, Leader pour la Paix et ancien président du Parlement européen. Les discours des experts et intervenants de renom suivants ont été très appréciés: l'ambassadrice Maria Assunta Accili, membre du conseil de direction de la Società Italiana per la Organizzazione Internazionale et ancienne représentante permanente auprès des organisations internationales à Vienne; le professeur Enzo Moavero Milanesi, de l'université Luiss Guido Carli, ancien secrétaire général adjoint de la Commission européenne et ancien ministre des affaires étrangères et des affaires européennes;



Intervenants à la conférence « Diplomatie culturelle et paix » le 15 novembre 2024

Cristiana Muscardini, éditorialiste, analyste, fondatrice de Raggruppamento Europa Sociale et ancienne présidente de groupe au Parlement européen; l'ambassadeur Ferdinando Nelli Feroci, président de l'Istituto Affari Internazionali et ancien commissaire européen chargé de l'industrie et de l'entrepreneuriat; Roberto Savio, représentant permanent en Italie de l'Université pour la paix des Nations unies et président d'Inter Press Service; Monica Baldi, vice-présidente d'Ars Pace et de l'Association des anciens députés au Parlement européen. Les interventions de Gianfranco Fini, ancien ministre des affaires étrangères, et de Lavinia de Nicolò, présidente de l'Association des conjoints des employés du ministère des affaires étrangères, se sont avérées particulièrement de circonstance.

L'intéressant débat animé par la journaliste de la Rai Radio 1 et présentatrice de «Caffè Europa», Tiziana Di Simone, a été suivi de la présentation du livre «SAFARI: viaggio nella vita di italiani in Africa» (SAFARI: voyage dans la vie d'Italiens en Afrique) de Mme Muscardini, décorée de la médaille d'or du Mérite européen. Cette dernière a déclaré: «Les politiciens et les intellectuels ont une responsabilité dans le non-établissement de critères utiles à la cohabitation, à commencer par la réciprocité et le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que dans la non-crédation d'une charte universelle des devoirs. Si nous avons une meilleure connaissance des réalités africaines si diverses, nous disposerions également de meilleurs outils de compréhension.»

Les invités ont ensuite assisté à la représentation musicale spéciale sur les notes de Bach interprétées au violon par Isabella Mastroeni, jeune talent et membre de l'Orchestre des jeunes Fontane di Roma et de l'Orchestre symphonique du conservatoire Santa Cecilia. Plusieurs experts en la matière et des personnalités du monde institutionnel, du corps diplomatique et de la culture, comme l'ambassadeur Daniele Verga et MM. Vitaliano Gemelli et Mauro Nobilia, y ont participé.

Ars Pace souhaitait organiser cette manifestation afin d'explorer le rôle fondamental de la diplomatie culturelle dans le renforcement des liens politiques et économiques et dans la promotion du dialogue interculturel, du respect de la diversité et des droits de l'homme. Les excellentes interventions ont fait ressortir ce que j'ai déjà souligné à maintes reprises, à savoir: «La diplomatie culturelle vise à promouvoir le dialogue interculturel afin de favoriser la coopération socioculturelle et de renforcer les intérêts politiques et économiques d'une nation. Elle présuppose l'apprentissage et le respect des différentes visions du monde, ainsi que la mise en place de processus de dialogue qui respectent la diversité et les droits de l'homme.

La diplomatie culturelle est le pouvoir d'influence qui joue un rôle stratégique dans l'élaboration de programmes de coopération et elle est essentielle à la solidarité et aux relations diplomatiques complexes, en particulier dans les processus de paix.»

Monica Baldi
PPE-DE, Italie (1994-1999)
baldi.monica@email.it

CONFERENZA
ars pace
15 MARDI 15 OTTOBRE 2024 ORE 18.00
presenta

DIPLOMAZIA CULTURALE E PACE

La diplomazia culturale si occupa di promuovere il dialogo interculturale per favorire la cooperazione socio-culturale e rafforzare gli interessi politici ed economici di una nazione. Essa implica l'apprendimento e il rispetto delle diverse ideologie, nonché la realizzazione di processi di dialogo che rispettano la diversità e i diritti umani. La diplomazia culturale è quindi fondamentale per la solidarietà e i processi diplomatici complessi. L'Associazione culturale Ars Pace, presieduta da Enrique Barón Crespo, si dedica a promuovere la pace nel mondo attraverso l'arte, la musica, la cultura, la scienza e l'economia, con l'obiettivo di ristabilire equilibrio e armonia.

Programma
ore 18:00 > Apertura
Amb. Carlo Marsili, Presidente Onorario Unione dei Consoli Onorari in Italia (UCOAI)
On. Enrique Barón Crespo, Presidente Ars Pace & Leader pour la Paix

ore 18:10 > Inizio conferenza
MODERA
Tiziana Di Simone, Giornalista Rai Radiol conduttrice "Caffè Europa"

INTERVENZIONI
Amb. Maria Assunta Accili, Membro Consiglio Direttivo Società Italiana per la Organizzazione Internazionale (SIOI)
Prof. Enzo Moavero Milanesi, Università Luiss "Guido Carli" Roma
On. Cristiana Muscardini, editorialista, analista e fondatrice Raggruppamento Europa Sociale (RES)

Amb. Ferdinando Nelli Feroci, Presidente Istituto Affari Internazionali (IAI)
Roberto Savio, Rappresentante Permanente in Italia di Università per la Pace delle Nazioni Unite (UPEACE)
On. Monica Baldi, Vicepresidente Ars Pace & European Parliament, Former Members Association (EP_FMA)
ore 19:15 > Presentazione del libro "SAFARI: viaggio nella vita di italiani in Africa" dell'On. Cristiana Muscardini (medaglia d'oro al merito europeo)
ore 19:45 > Performance ARS PACE Il flauto del Maestro Andrés Ceccononi
ore 20:00 > Vin d'Honneur

CON IL PATROCINIO DI
ACDPAE, IL PATTO SOCIALE, Luretta

Info e prenotazioni: tel. +3906132 vegneria@circolostesteri.it

Lungotevere dell'acqua Acetosa, 42 Roma

Affiche de l'événement



LE PARLEMENT EUROPÉEN – 10ÈME ÉDITION

par **Richard Corbett, Francis Jacobs, Darren Neville**, avec **Pavel Černoch**,
publié par John Harper Publishing Ltd (10ème édition, 2024)

De nombreux collègues connaissent déjà *The European Parliament*, le livre co-écrit par notre cher confrère Richard Corbett, ancien député au Parlement européen. Expert en affaires parlementaires et europhile convaincu, Richard a grandement contribué à la construction d'une Union plus démocratique et soudée. La dixième édition de son livre, la première depuis 2016, est parue cette année. Elle couvre tous les aspects du Parlement: son fonctionnement, ses membres, l'évolution de ses pouvoirs et la manière dont il les utilise.

Publié pour la première fois il y a 34 ans en 1990, *The European Parliament* est devenu l'ouvrage de référence sur le Parlement. Il est utilisé par les universités européennes ainsi qu'à Bruxelles par de nombreux députés, assistants et journalistes, ainsi que par le personnel des institutions. Il s'agit d'un travail d'une ampleur considérable, tant dans les aspects qu'il couvre que dans les approches analytiques. Les lecteurs seront ravis de trouver des informations et des analyses dans tous les domaines qui pourraient les intéresser sans avoir besoin de consulter une multitude de sites web. Le livre compile les moindres détails du Parlement, de la logistique (lieux de réunions, langues, secrétariat), aux principaux acteurs et aux structures de travail (députés, groupes politiques, organes du Parlement, commissions, délégations, séances plénières, intergroupes), en passant par les pouvoirs (législatif, budgétaire, nominations et révocations, surveillance et contrôle et autres) et le règlement intérieur (un domaine dans lequel Richard, en tant que député européen, a travaillé pendant de nombreuses années). Il indique également comment tout cela a évolué au fil des années. Bref, ce livre répond à toutes les questions que vous pourriez vous poser.

Plus remarquable encore, chaque réédition n'est pas seulement une mise à jour des noms et des titulaires, elle intègre tous les changements que connaît le Parlement, qui évolue bien plus qu'on ne le pense. Au moment de la parution de la première édition, le Parlement

n'avait qu'un rôle consultatif en matière de législation. Il ne jouait aucun rôle dans la nomination de la Commission et n'avait aucun mot à dire sur les traités internationaux signés par l'Union européenne. Tout cela a bien changé, étape par étape, en partie grâce à Richard qui était le rapporteur du Parlement pour le Traité de Lisbonne. Désormais, l'accord du Parlement est nécessaire pour l'adoption de (presque) toute la législation de l'Union, l'élection à la présidence de la Commission, la nomination de la Commission dans son ensemble, l'adhésion de nouveaux États membres, et l'attribution de pouvoirs délégués à la Commission. Le Parlement est devenu incontournable dans les affaires européennes. Il est aussi l'institution la plus dynamique. Cependant, une plus grande fragmentation politique pourrait l'empêcher de réaliser son plein potentiel, en particulier compte tenu du rôle de plus en plus important des forces eurosceptiques d'extrême droite et d'un certain manque d'intérêt pour les questions institutionnelles. Les négociations avec la Commission pour l'accord interinstitutionnel, qui se tiendront d'ici peu, seront un test déterminant pour le Parlement, notamment en ce qui concerne le développement du très attendu droit d'enquête, bloqué par le Conseil européen depuis plus d'une décennie. Le Parlement doit également décider comment utiliser son influence sur le Conseil européen en ce qui concerne la proposition de réforme de la loi électorale pour introduire des listes transnationales et la proposition de modification du traité de Lisbonne, des thèmes que les États membres ont jusqu'à présent ignorés. Comme le montre ce livre, le Parlement a réussi, avec le temps, à trouver des leviers politiques et bureaucratiques pour renforcer son pouvoir et son influence, même dans les circonstances les plus difficiles. Cette tendance ne doit pas cesser, surtout en cas de nouvel élargissement, car elle bénéficie aux citoyens et aux démocraties européennes. Comme je vous le disais, l'expérience de Richard lui confère la légitimité nécessaire à l'écriture d'un tel livre. Pendant ses mandats de député européen entre 1996

et 2020 (avec une interruption entre 2009 et 2014), il a assuré la fonction de rapporteur du Parlement pour le traité constitutionnel et pour le traité de Lisbonne, de rapporteur pour la révision du règlement intérieur à plusieurs reprises, de négociateur du Parlement pour la réforme des procédures de comité, de coordinateur du groupe S&D pour la Commission des affaires constitutionnelles pendant dix ans, et enfin le chef de groupe des députés du parti travailliste britannique. Avant d'être député, il avait travaillé aux côtés d'Altiero Spinelli sur la proposition du Parlement pour un traité sur l'Union européenne en 1984. Par la suite, il est devenu secrétaire général du groupe S&D. Entre 2009 et 2014, bien que n'étant plus membre du Parlement, il était le principal conseiller d'Herman Van Rompuy, premier président à temps plein du Conseil européen.

Richard écrit ce livre, depuis sa première édition, avec un co-auteur bien connu des anciens députés: Francis Jacobs. M. Jacobs a travaillé à la commission des affaires économiques et monétaires et à la commission des affaires constitutionnelles avant de prendre la tête de l'ancienne commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs du Parlement. Il est ensuite devenu directeur du bureau de liaison du Parlement à Dublin. Plus récemment, ces deux co-auteurs ont été rejoints par Darren Neville qui occupe un poste au sein du secrétariat de la commission des budgets du Parlement. Je me permets d'ajouter que Richard est pour beaucoup d'entre nous un collègue et ami apprécié, toujours prêt à partager, autour d'un café, ses visions pertinentes au service du projet d'intégration européenne pour lequel il œuvre sans relâche. Le livre est disponible à l'achat sur Amazon, sur La Librairie Européenne ou bien directement sur le site de l'éditeur: <https://www.johnharperpublishing.co.uk/the-european-parliament/>

Domènec Ruiz Devesa
S&D, Espagne (2019-2024)
domenec.devesa@gmail.com



ACTIVITÉS

27
JANVIER 2025

Table ronde en ligne « Engagement pour le renforcement de la démocratie ».

Le lundi 27 janvier (*date et horaire à confirmer*), l'Association des anciens députés organisera une table ronde en ligne en coopération avec des associations d'anciens parlementaires en dehors de l'UE. Plus d'informations seront bientôt disponibles.

26-28
MARS 2025

Visite de l'AAD en Pologne (*dates à confirmer*)

Du 26 au 28 mars 2025, l'AAD se rendra en Pologne à l'occasion de la présidence du Conseil de l'Union européenne. La délégation sera conduite par le Président de l'AAD, Dr. Klaus Hänsch. Les inscriptions seront ouvertes début 2025 par e-mail.

20-21
MAI 2025

Événements annuels de l'AAD

Le mardi 20 mai, l'AAD se souviendra des anciens députés décédés en 2024-2025 lors du service commémoratif annuel dans l'hémicycle du PE (Bruxelles), suivi du cocktail et du dîner annuel de l'AAD. Le lendemain, l'Assemblée générale annuelle aura lieu. Le déjeuner annuel clôturera les événements annuels de l'AAD le mercredi 21 mai.

NOUVELLES DES MEMBRES

Docteur à 82 ans

Pendant la pandémie de COVID-19, alors que de nombreuses activités étaient restreintes, j'ai commencé à écrire sur la législation relative aux droits des personnes homosexuelles aux Pays-Bas. Je me suis vite aperçue que, malgré une bataille politique longue et acharnée, assez peu des recherches avaient été effectuées dans ce domaine. Trois ans plus tard, en janvier 2024, à l'âge de 82 ans, j'ai soutenu ma thèse intitulée: *Homopolitiek in Nederland (1966-2023). De symbolische kracht van wetgeving (Les politiques gays aux Pays-Bas (1966-2023): le pouvoir symbolique de la législation)* à l'Université d'Amsterdam.

Cette thèse décrit et analyse quatre modifications législatives qui ont fait date dans l'histoire de l'homosexualité aux Pays-Bas après la Seconde Guerre mondiale, à savoir: l'abrogation de l'article 248 bis du code pénal (1971), la création de la loi générale sur le traitement égalitaire (AWGB, 1994), la loi sur le mariage entre personnes de même sexe (2001) et enfin l'ajout de «l'orientation sexuelle» au premier article de la Constitution (2023). Cette étude poursuit deux objectifs. Tout d'abord, elle a pour but de schématiser ces processus législatifs en s'appuyant sur les sources parlementaires originales. Mon travail ne se concentre pas sur les textes législatifs finaux, mais bien sur les processus législatifs et les discussions politiques qui y sont liées. Puis, l'étude examine les effets symboliques de ces processus législatifs. Ces effets symboliques de la législation sont liés à l'interprétation du principe d'égalité et aux différentes positions vis-à-vis de l'homosexualité.

Au cours des cinquante dernières années, la société est devenue bien plus tolérante à l'égard de l'homosexualité, pas seulement aux Pays-Bas, mais aussi dans d'autres pays européens. Aux Pays-Bas, ces changements ont toutefois débuté beaucoup plus tôt et ont été plus rapides qu'ailleurs. Mon livre explore les raisons de ces différences. En ce qui concerne les modifications législatives étudiées dans mon livre, les Pays-Bas ont fait figure de pionniers pour l'harmonisation de l'âge du consentement, la législation anti-discrimination et le mariage entre personnes de même sexe.

En revanche, le pays était à la traîne pour l'introduction des partenariats enregistrés et pour l'ajout de «l'orientation sexuelle» à la clause de non-discrimination de la Constitution. Les progrès de la réforme législative sont également influencés par l'organisation de l'élaboration des politiques. L'adage «La politique est une affaire locale» semble bien s'appliquer ici.

Dr. Joke Swiebel

PSE, Pays-Bas (1999-2004)

post@jokeswiebel.nl

Plus d'informations ici: www.jokeswiebel.nl/promotie



L'AAD AU TRAVAIL

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Klaus
HÄNSCH



Monica
BALDI



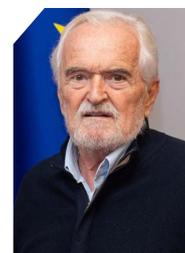
Jean-Pierre
AUDY



Teresa RIERA
MADURELL



Michael
HINDLEY



Miguel Angel
MARTÍNEZ
MARTÍNEZ



Edward
McMILLAN-
SCOTT



Manuel
PORTO



Godelieve
QUISTHOUDT-
ROWOHL



Paul RÜBIG



Marc ANGEL
*Questeur
responsable
des relations
avec l'AAD*



Fabienne
KELLER
*Questeur
responsable
des relations
avec l'AAD*

— BUREAU DE L'AAD

Président: **Klaus HÄNSCH**

Vice-présidente: **Monica BALDI**

Trésorier: **Jean-Pierre AUDY**

Secrétaire: **Teresa RIERA MADURELL**

LISTE DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de rédaction du Bulletin de l'AAD: Mme Baldi (présidente), M Audy, M McMillan-Scott, Mme Riera Madurell et M Rübige.

PE au Campus: M Hindley (président), M Porto et Mme Quisthoudt-Rowohl.

Rélations avec la commission des budgets, DG Finance: M Audy.

Dîner Débat: Mme Baldi.

Délégués au Bureau de l'Association européenne des anciens membres (FP-AP): M Martínez Martínez et Mme Riera Madurell. Si nécessaire, les membres seront remplacés par M Audy.

Communication de l'AAD: Mme Baldi (présidente) et M Hindley.

Délégués à l'Assemblée générale annuelle, séminaires et colloques de l'FP-AP: M Audy, M Martínez Martínez et Mme Riera Madurell. Outre les délégués AAD ou leurs suppléants et en accord avec le FP-AP, d'autres membres du Conseil d'administration de l'AAD peuvent participer aux séminaires ou colloques annuels à leurs frais.

Rélations avec les associations d'anciens membres hors Europe: M Martínez Martínez (président), M Audy, Mme Quisthoudt-Rowohl et Mme Isabella De Martini (membre de l'AAD à titre consultatif).

Séminaire annuel et relations avec les groupes de réflexion, les instituts politiques et les fondations: Mme Riera Madurell (présidente), Mme Baldi, Mme Quisthoudt-Rowohl et M Rübige.

Archives: Mme Baldi.

Groupe de travail sur le soutien à la démocratie et l'observation des élections: M McMillan-Scott (président), M Hindley, M Martínez Martínez et Mme Quisthoudt-Rowohl.

Rélations avec la Maison de l'histoire européenne: M Martínez Martínez.

Rélations avec l'Institut universitaire européen (IUE): Mme Baldi.

IN MEMORIAM



Dieter P.A. SCHINZEL

☞ 24 août 2024
PSE, Allemagne (1979-1994)

Il a été membre allemand du Parlement européen. Au niveau national, M. Schinzel a représenté *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*.



Oldřich VLASÁK

☞ 12 octobre 2024
PPE-DE (2004-2009), CRE (2009-2014), République tchèque

Il a été membre tchèque du Parlement européen. Au niveau national, M. Vlasák a représenté *Občanská demokratická strana*.



Lyndon H.A. HARRISON

☞ 18 octobre 2024
PSE, Royaume-Uni (1989-1999)

Il a été membre britannique du Parlement européen. Au niveau national, M. Harrison a représenté *Labour Party*.



Paul M.J. STAES

☞ 13 novembre 2024
ARC (1984-1989), Verts/ALE (1989-1994), Belgique

Il a été membre belge du Parlement européen. Au niveau national, M. Staes a représenté *Anders gaan leven*.

Livret Service Commémoratif Annuel

Cher membre,

Le Secrétariat prépare un livret à la mémoire des (anciens) MdPE décédés en 2024 et 2025 qui seront commémorés lors du service commémoratif annuel **le mardi 20 mai 2025** dans l'hémicycle du Parlement européen (Bruxelles).

Nous vous demandons de bien vouloir rédiger un texte pour un ou plusieurs de vos anciens collègues décédés.

Une liste complète est disponible sur le site de l'AAD : <https://bit.ly/AMS2025>.

Le texte doit être rédigé en anglais ou en français et peut compter de **150 à 180 mots**.

La date limite est fixée au **24 janvier 2025**. Veuillez nous envoyer votre texte par courrier électronique: FormerMembers@europarl.europa.eu.



LA GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE



© Adobe Stock

LES ÉTATS MEMBRES DE L'EST DE L'UE: ENTRE PEUR, POPULISME ET DÉPENDANCE À L'ÉGARD DE L'UNION



© Adobe Stock

Les récentes élections américaines nous ont brutalement rappelé que le vote, instrument suprême de la démocratie, relève davantage des émotions que d'une analyse rationnelle. À l'heure de promouvoir des stratégies politiques, il est essentiel de comprendre ces émotions et leurs déclencheurs. Les émotions collectives peuvent être suscitées par des facteurs imprévisibles comme les catastrophes naturelles, les guerres, les souffrances humaines, les migrations, mais aussi par des informations fausses ou manipulées. L'histoire nous montre que, pour les électeurs, les émotions négatives sont des facteurs de motivation beaucoup plus puissants que les émotions positives.

La montée des mouvements de droite, d'extrême droite et d'extrême gauche en Europe et aux États-Unis est en grande partie causée par les émotions, la vision à court terme et la peur:

“La montée des mouvements de droite, d'extrême droite et d'extrême gauche en Europe et aux États-Unis est en grande partie causée par les émotions, la vision à court terme et la peur.”

la peur des migrants, la peur du déclin économique, la peur de la diminution de l'influence sur la scène internationale ou encore la peur de la baisse du niveau de vie. Tous ces enjeux se posent sous une forme ou une autre, mais le problème est que les politiques traditionnelles et les partis principaux n'offrent pas, ou ne communiquent pas correctement, d'alternative rassurante. Aux États-Unis, les électeurs étaient préoccupés par la hausse des prix, alors même que l'inflation était maîtrisée. Ils étaient prêts à croire les promesses selon lesquelles la production de carburants à base de carbone serait la solution miracle et ferait baisser les prix dans les supermarchés, alors même que, dans ce pays, le forage gazier et pétrolier atteint des niveaux records. La classe ouvrière a voté pour des milliardaires qui s'étaient engagés à faire baisser leurs propres impôts.

Des personnes venant d'immigrer ont voté en faveur d'une fermeture des frontières et de déportations de masse. La raison a laissé la place aux émotions.

Des phénomènes très similaires se produisent en Europe. Pendant très longtemps, l'Union européenne a reposé sur le souvenir des guerres et sur la menace que représentait le bloc communiste. Sur les cendres de la guerre, les pères fondateurs ont brillamment créé une Union garante de la paix, d'une économie solide et des valeurs que sont la liberté et la démocratie. L'unification du continent a représenté une autre grande victoire, tout comme pour les citoyens d'Europe centrale et orientale, qui ont largement bénéficié de la liberté de circulation et de la solidarité européenne. Ces évolutions ont changé la vision de ces régions et le profil de leur économie.

Vingt ans plus tard, la guerre et les divisions ont de moins en moins de sens pour les nouvelles générations. L'Union européenne a été source d'inspiration pour les sociétés d'Europe centrale et orientale jusqu'à ce que l'euphorie s'estompe et que les problèmes

deviennent plus perceptibles. La libre circulation a exacerbé les problèmes démographiques en Europe de l'Est. La transformation des sociétés a laissé pour compte de nombreuses personnes qui n'ont pas pu s'adapter. Très souvent, les gouvernements n'ont pas réussi à diriger et à motiver leur population. Pour certains groupes de la société, le bon vieux syndrome de Stockholm collectif consistant à se reposer sur «Big Brother» s'est transformé en déception faute d'une intervention magique de Bruxelles qui aurait réglé les problèmes du pays. Tout cela relève davantage des émotions que de la raison. Et ces émotions ont été habilement transformées en craintes, faisant apparaître des extrémistes et des antidémocrates dans le paysage politique. Ils sont prudents, jouent le jeu des dictateurs en invoquant de fausses nostalgies et en faisant tout leur possible pour démontrer la supériorité nationale par rapport aux institutions européennes.

“À présent, on s’attend à ce que l’Union européenne soit capable de prendre la situation en main, de relever efficacement les défis extérieurs et de protéger la qualité de vie de ses citoyens.”



© Adobe Stock

Ils utilisent une fausse rhétorique «patriotique» afin de masquer les piètres performances économiques, les divisions de la société ou les manquements aux valeurs démocratiques. Les nationalistes font de cette propagande un prétexte pour détourner l'attention du public de leurs propres échecs et la rediriger vers un mal externe imaginaire – rôle que les institutions de l'Union se voient aisément attribuer.

Toutefois, l'Europe évolue dans un contexte: l'agression de Poutine contre l'Ukraine, les massacres au Proche-Orient, le résultat des élections américaines, qui pourraient entraîner des divisions plus profondes entre les alliés traditionnels sur des sujets comme la défense, l'économie, la quête de démocratie et l'état de droit. Tous ces événements qui se produisent autour de nous sont réels et suscitent de fortes craintes.

La guerre menée par Poutine est perçue comme une menace directe, en particulier par des pays tels que les États baltes ou la Pologne. Paradoxalement, avec l'agression russe, l'OTAN s'est déjà élargie à des pays qui n'envisageaient pas d'y adhérer trois ans auparavant, les marchés de l'énergie européens ont perdu leur attractivité et l'Union s'est consolidée. Les effets de ces craintes seront durables. Les destructions à Gaza et au Liban ainsi que le risque d'un conflit impliquant l'Iran et Israël accroissent la possibilité d'une hausse du taux d'émigration dans la région, qui se répercuterait en premier lieu sur l'Europe de l'Est.

À présent, on s'attend à ce que l'Union européenne soit capable de prendre la situation en main, de relever efficacement les défis extérieurs et de protéger la qualité de vie de ses citoyens. L'effort commun peut s'avérer beaucoup plus efficace que les efforts nationaux en ce qui concerne la gestion de la migration, la compétitivité de l'économie ou la défense. Parallèlement, ces attentes doivent être gérées. L'Union européenne ne peut bien fonctionner que lorsque tous les États membres agissent ensemble. Dernier exemple en date: la manière dont la crise de la COVID-19 a été gérée et, en particulier, les mesures qui ont été prises pour préserver les emplois et redresser les économies. Par conséquent, les populistes et les nationalistes devraient être tenus de démontrer leur propre contribution et celle de leur pays aux initiatives communes de l'Union. Dans ce cas, il n'y a pas «eux» d'un côté et «nous» de l'autre.

Ivailo Kalfin

S&D, Bulgarie (2009-2014)

ikalfin@gmail.com

GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE – SITUATION DEPUIS 1989

La chute du mur de Berlin en 1989 a marqué le début d'une nouvelle ère pour l'Europe. L'effondrement du bloc soviétique a provoqué le déferlement d'une vague de démocratie et de liberté qui a mené à l'élargissement de l'Union européenne de 12 à 28 États membres. Le désir d'intégrer les pays de l'ancien bloc de l'Est dans une Europe démocratique et stable sur le plan économique a conduit à cette expansion. Cependant, l'annexion de la Crimée par Vladimir Poutine en 2014 a rudement mis à l'épreuve cet état d'esprit: cet événement a ravivé des tensions et l'opposition de la droite, en pleine ascension en Europe, à un nouvel élargissement.

J'ai été élu député au Parlement européen pour la première fois en 1984 et, en tant que visiteur régulier du bloc de l'Est, j'avais entrepris d'élaborer un programme qui promouvait la démocratie et les droits de l'homme et qui ciblait à l'origine l'URSS, ainsi que la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne. L'initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme a par la suite développé une portée mondiale et dispose à l'heure actuelle d'un budget d'un milliard d'euros. Il s'agit du seul programme extérieur de l'Union à pouvoir fonctionner sans le consentement du pays hôte.

Alors que l'Union est aux prises avec de nouveaux défis, la réélection de Donald

Trump à la présidence des États-Unis soulève une myriade de problèmes géopolitiques. Ses droits de douane sur les produits européens font planer la menace de répercussions économiques majeures sur l'ensemble du continent.

La crise politique interne allemande, déclenchée en novembre 2024 par la brouille du chancelier Olaf Scholz avec son ministre des finances au sujet de l'aide à l'Ukraine, ajoute encore une couche de complexité. L'instabilité qui en résulte pour la plus grande économie de l'Union est inquiétante, mais la résilience et l'unité générales de l'Union sont toutes deux primordiales. L'instabilité en Allemagne trouve son pendant dans le gouvernement précaire du président Macron en France. Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, doit se frayer un chemin à travers ce paysage préoccupant pour rétablir des relations post-Brexit avec l'Union, en particulier en ce qui concerne la défense et la sécurité, à un moment où les sondages d'opinion révèlent que 70 % des Britanniques estiment que le Brexit a mal tourné. <https://yougov.co.uk/topics/politics/survey-results/daily/2024/10/08/05cab/2>

Dans toute l'Union, les États membres sont en proie à des défis économiques structurels. Jadis perçues comme de solides bastions industriels, des économies comme celles de

l'Allemagne ne reposent désormais plus que sur quelques secteurs, tels que l'automobile et les produits chimiques. L'industrie automobile, par exemple, doit faire face à une baisse des ventes, à des coûts élevés et à une compétition féroce venue de Chine. À ces difficultés économiques s'ajoute un mécontentement social, avec des pans entiers de la population qui se tournent vers des partis de droite, guidés par leurs inquiétudes au sujet de l'immigration et du coût de la vie. Au-delà des enjeux économiques et politiques, l'Union doit également lutter contre la montée des régimes autocratiques dans le monde. Pékin, Pyongyang, Téhéran et le Washington de Trump, à la position toujours plus isolationniste et protectionniste, représentent des menaces significatives à l'ordre démocratique libéral que l'Union défend.

Dans une perspective d'avenir, l'Union doit se préparer aux retombées économiques potentielles d'une guerre commerciale avec les États-Unis et remédier aux faiblesses structurelles des économies de ses États membres. La stabilité politique de pays clés, tels que l'Allemagne et la France, sera primordiale pour maintenir une réponse européenne cohérente et efficace à ces défis. Les prochains mois seront décisifs pour façonner la capacité de l'Union à préserver ses valeurs de démocratie et de stabilité économique. Cette perspective historique requiert une posture défensive actualisée et renouvelée pour l'Union. Les mois à venir seront primordiaux pour déterminer la manière dont l'Union gèrera ces difficultés et gardera son rôle de bastion des valeurs démocratiques dans un monde toujours plus complexe.

Edward McMillan-Scott

PPE-DE (1984-2009), NI (2009-2010), ADLE (2010-2014), Royaume-Uni
edward@emcmillanscott.com



Des jours heureux : Edward McMillan-Scott, vice-président du Parlement européen, et John Kerry, secrétaire d'État américain, rencontrent le candidat centriste Mustafa Barghouti, alors qu'ils conduisent la plus importante délégation d'observateurs jamais envoyée à la première élection présidentielle palestinienne, en janvier 2005.

LES RESPONSABILITÉS GÉOSTRATÉGIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

Pendant plusieurs siècles, l'Europe a pesé de tout son poids dans le monde (plus économiquement que politiquement dans la seconde moitié du XXe siècle, en grande partie en raison de la Guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique). Mais le monde s'annonce bien différent au XXIe siècle, avec l'émergence de nouvelles puissances. Sur le plan économique, il ne reste pas grand-chose de la triade États-Unis/Europe/Japon, compte tenu de la croissance fulgurante de certains pays, comme la Chine ou l'Inde.

Face à la concurrence de ces pays et d'autres, de plus en plus présents dans les mêmes secteurs, on peut comprendre les craintes de pays tels que les États-Unis et les pays européens, qui ont des salaires plus élevés et un modèle social particulièrement exigeant. La voie vers le protectionnisme, faisant fi de notre modèle politique et social, semblerait toute tracée. La concurrence avec les marchandises en provenance de l'étranger pourrait ainsi être évitée (comme l'a fait le président Trump et comme le défendent certains politiciens européens).

Ce n'est toutefois pas la position de l'Union européenne, qui continue de suivre une ligne d'ouverture (si l'on omet le protectionnisme affiché dans le cadre de la PAC, qui a déjà été assoupli). Ainsi, l'Union européenne applique des droits de douane peu élevés, de nombreux produits n'étant même pas du tout taxés. Elle plaide pour une politique d'ouverture dans les documents publiés, notamment dans la stratégie Europe 2020, y compris dans ceux publiés au cours des deux dernières années.



© Adobe Stock

Il a été souligné à maintes reprises que la voie à suivre consiste plutôt à élargir et à approfondir le marché intérieur, «un marché intérieur pour le XXIe siècle». Il s'agit d'une voie qui, à l'évidence, est avant tout conçue pour servir les intérêts des citoyens et les activités de l'Union, mais qui profite également aux personnes et aux entreprises des pays tiers, qui peuvent circuler librement dans un espace économique aussi important et se conformer à des exigences techniques communes. De plus, une monnaie unique regroupant vingt pays aussi prestigieux facilite grandement les choses pour ceux qui ne font pas partie de la zone monétaire. Si nous voulons continuer à progresser vers un libre-échange mondial au sein de l'OMC, la création d'espaces d'intégration serait donc la voie à suivre, sachant que la création et l'approfondissement du marché intérieur ainsi que l'introduction de l'euro n'auraient évidemment pas été possibles en dehors d'un cadre institutionnel comme celui de l'Union européenne. Des espaces d'intégration sont également nécessaires pour promouvoir des initiatives très exigeantes

et risquées sur le plan financier, ou encore pour promouvoir une plus grande cohésion sociale et territoriale. Là aussi, les avantages vont au-delà des espaces d'intégration. Le succès de l'Union européenne à cet égard et ses résultats économiques favorables incitent à ouvrir davantage de marchés et à créer et approfondir des espaces d'intégration dans d'autres régions du monde, ce qui serait bénéfique pour ses citoyens et offrirait aussi l'occasion d'élargir les possibilités d'activité économique de l'Union européenne.

L'Union européenne est confrontée à un avenir difficile, mais elle saura se montrer à la hauteur, dans son propre intérêt et celui du monde entier. Face aux défis géostratégiques mondiaux actuels et futurs, l'Europe est attendue, elle a un rôle très important à jouer.

Manuel Porto

ELDR (1989-1996),
PPE-DE (1996-1999), Portugal
mporto@fd.uc.pt



European Parliament
**FORMER MEMBERS
ASSOCIATION**

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

Tél.: + 32(0)2 284 07 03
formermembers@europarl.europa.eu

Parlement européen - Bât. József Antall 02Q073
Rue Wiertz, B-1047 Bruxelles.

www.formermembers.eu

Suivez-nous

 @EuroparlFMA

 @Europarl_FMA